Contrôle et exploitation des campagnes en Sicile

Le rôle du grand domaine et son évolution du VI^e siècle au XI^e siècle

Annliese Nef et Vivien Prigent

L'évolution du grand domaine en Sicile entre les périodes byzantine et islamique (la conquête islamique débute en 827 et l'émirat insulaire se maintient jusqu'au milieu du XI^e siècle) a, dans un premier temps, donné naissance à l'invention d'un modèle qui s'appuie sur des éléments historiques pour le moins lacunaires¹ et des sources juridiques théoriques, souvent tardives par rapport aux situations qu'elles sont censées documenter et élaborées dans des contextes très différents de celui de la Sicile. Par la suite, le silence est retombé sur cette question et l'on a hésité entre l'idée que rien ne peut être avancé sur ce sujet² et la conviction que la domination islamique en Sicile a eu un impact « certain » et a connu une évolution « type ».

- 1 Cf. Michele Amari, *Storia dei Musulmani di Sicilia* (Florence: Le Monnier, 2002–2003) qui demeure aujourd'hui la référence obligée sur le sujet. Sur les problèmes que pose ce point particulier dans son œuvre: Annliese Nef, "Michele Amari ou l'histoire inventée de la Sicile islamique: réflexions sur la *Storia dei Musulmani di Sicilia*," dans *Maghreb-Italie: des passeurs médiévaux à l'orientalisme moderne (XIII^e–milieu XIX^e siècle)*, éd. Benoît Grévin (Rome: École française de Rome, 2010), 301–303. Pour la période byzantine, on se contente souvent de reporter ce que l'on croit acquis du modèle tardoantique, voir notamment Lellia Cracco Ruggini, "La Sicilia fra Roma e Bisanzio," dans *Storia della Sicilia*, vol. 3, éd. Rosario Romeo (Naples: Storia di Napoli e della Sicilia, 1980), 1–96.
- 2 Pour la fin de l'antiquité, voire la mise au point Peter Sarris, "Rehabilitating the Great Estate: Aristocratic Property and Economic Growth in the Late Antique East," dans *Recent Research on the Late Antique Countryside*, vol. 2, éds. Bowden William, Lavan Luke et Machado Carlos (Leiden/Boston: Late Antique Archaeology, 2004), 55–72 et les intéressantes réflexions de Domenico Vera, "Forme del lavoro rurale: aspetti della trasformazione dell'Europa romana fra tarda antichità e alto medioevo," *Morfologie sociali e culturali in Europa fra tarda antichità e alto medioevo*, Settimane di Studi del Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo 45 (Spoleto: Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo, 1998): 293–342, sur une transition d'un système d'exploitation statique à un système dynamique. Pour la Sicile byzantine, Vivien Prigent, "Le grand domaine sicilien à l'aube du Moyen Âge," dans *L'héritage byzantin en Italie (VIII^e–XII^e siècle)*, vol. 4, *Habitat et structures agraires*, éds. Jean-Marie Martin, Annick Custot-Peters et Vivien Prigent (Rome: École française de Rome, 2013), 207–236. La question de l'évolution des structures agraires est éventuellement abordée par les spécialistes de périodes plus tardives qui ne peuvent manquer de s'interroger sur les effets de la période islamique:

Il est néanmoins des éléments et des indices, à réinterpréter ou venus au jour grâce aux progrès de recherches en cours, qui permettent de reposer un certain nombre de problèmes. Une des principales difficultés concerne, comme toujours, les sources disponibles: entre le registre épistolaire abondant du pape Grégoire le Grand (v. 540–604) et les diplômes de la dynastie normande des Hauteville qui conquiert l'île à partir du milieu du XI^e siècle, les informations paraissent minces. Elles ne sont toutefois pas inexistantes et il est possible de renouveler leur apport en appliquant une méthode régressive à des documents plus récents, même s'il convient de procéder avec prudence. En outre, de manière générale, comme nous l'avons souligné ailleurs³, l'histoire de la Sicile entre VI^e et X^e siècle a tout à gagner à être mise en perspective avec celle des autres provinces de l'empire byzantin puis de l'empire islamique, ne serait-ce, d'ailleurs, que pour s'en démarquer éventuellement.

Enfin, de nouvelles sources peuvent être mises à profit. Elles résultent de la mise en œuvre d'études archéologiques et techniques (sigillographie, numismatique ...), dont les apports ont déjà amené à revoir de nombreux points tenus pour assurés, et se développent également rapidement grâce à la publication d'actes grecs de la toute première période normande documentant la Calabre et la Sicile.

Il n'est pas possible ici de revenir en détail sur un contexte politique et économique en constante évolution pour les siècles qui nous occupent et l'on se contentera de quelques grandes lignes, les plus utiles à la démonstration. Au cours des VI^e–VIII^e siècles, la Sicile suit une trajectoire unique parmi les provinces relevant de Byzance⁴, en ce que sa prospérité relative s'ac-

cf. Vincenzo D'Alessandro, "Dalla 'massa' alla 'masseria,'" prem. éd. 1980, rééd. dans Id., *Terra, nobili e borghesi nella Sicilia medievale* (Palerme: Sellerio, 1994), 63–72 et l'introduction à la thèse d'Henri Bresc intitulée "La genèse du latifondo," dans *Un monde méditerranéen: économie et société en Sicile 1300–1450* (Rome/Palerme: École française de Rome-Accademia di Scienze, Lettere e Arti di Palermo, 1986), 7–21. Ce n'est que dernièrement que le thème a suscité à nouveau l'intérêt des islamisants: cf. Adalgisa De Simone, "Ancora sui 'villani' di Sicilia: alcune osservazioni lessicali," *Mélanges de l'École française de Rome: Moyen Âge* 116, no. 1 (2004): 471–500; mais il a surtout été renouvelé récemment depuis l'archéologie: cf. Alessandra Molinari, "Paesaggi rurali e formazioni sociali nella Sicilia islamica, normanna e sveva (secoli X–XIII)," *Archeologia medievale* 37 (2010): 229–245; Lucia Arcifa, Alessandra Bagnera et Annliese Nef, "Archeologia della Sicilia islamica: nuove proposte di riflessione," dans *Villa 4: histoire et archéologie de l'Occident musulman (VII^e–XV^e siècle)*, éd. Philippe Sénac (Toulouse: éditions Méridiennes, 2012), 241–274.

3 Annliese Nef et Vivien Prigent, "Per una nuova storia dell'alto medioevo siciliano," *Storica* 12 (2006) [publié en 2007]: 9–64.

4 Pour un aperçu de l'évolution générale de l'empire, on se reportera commodément à Jean-Claude Cheynet, éd., *Le monde byzantin*, vol. 2, *L'Empire byzantin, 641–1204* (Paris: Presses

croît⁵, tandis que l'empire traverse partout ailleurs une crise dont la sévérité n'a pas besoin d'être soulignée⁶. Ce n'est qu'après 750 qu'une conjonction de facteurs contribue à la marginalisation économique et politique de l'île, laquelle provoqua une série de troubles civils qui accélérèrent la conquête musulmane. On soulignera toutefois qu'à la veille de l'attaque, la Sicile demeure assez puissante pour qu'un usurpateur ait pu sérieusement penser en faire le tremplin d'une conquête du pouvoir à Constantinople⁷. Cette richesse longtemps maintenue tient au caractère insulaire de la province qui non seulement la met pour l'essentiel à l'abri des attaques, mais favorise la démographie et la concentration de capitaux en offrant un refuge aux populations fuyant les zones de guerre. La province bénéficie en outre d'une relation privilégiée avec la capitale, entérinée par un système administratif unique⁸. Riche et très étroitement contrôlée, elle joua un rôle essentiel dans la survie de l'empire. L'un des indices les plus clairs, tant de cette prospérité que de la faveur impériale, est constitué par l'activité constante de l'atelier de frappe qui assura la vitalité unique, en province, de son économie monétaire⁹. Celle-ci était indispensable au bon

universitaires de France, 2006). Pour le cas sicilien, Vivien Prigent, "La Sicile byzantine (VI^e–X^e siècle)" (Thèse de doctorat inédite de l'Université Paris-Sorbonne, 2006).

- 5 L'un des aspects principaux de cette affirmation du rôle économique de la Sicile dans l'empire byzantin est lié à ses responsabilités annonaires, voir, Vivien Prigent, "Le rôle des provinces d'Occident dans l'approvisionnement de Constantinople (618–717) : témoignages numismatiques et sigillographiques," *Mélanges de l'École française de Rome: Moyen Âge* 118, no. 2 (2006) : 269–299.
- 6 Voir notamment sur cette question la belle synthèse de John Haldon, *Byzantium in the VIIth Century: The Transformation of a Culture* (Cambridge: Cambridge University Press, 1997).
- 7 Sur le contexte politique de l'invasion, Paul J. Alexander, "Les débuts des conquêtes arabes en Sicile et la tradition apocalyptique byzantino-slave," *Bollettino del Centro di Studi filologici e linguistici siciliani* 12 (1973) : 5–35, repris dans Paul J. Alexander, *Religious and Political History and Thought in the Byzantine Empire*, Collected Studies 71 (Londres: Variorum, 1978), xiv; Vivien Prigent, "La carrière du tourmarque Euphémios, Basileus des Romains," dans *Histoire et culture dans l'Italie byzantine*, eds. André Jacob, Jean-Marie Martin et Ghislaine Noyé (Rome: École française de Rome, 2006), 279–317.
- 8 Dernière mise au point, Vivien Prigent, "La Sicile byzantine, entre papes et empereurs (6^{ème}–8^{ème} siècle)," dans *Zwischen Ideal und Wirklichkeit: Herrschaft auf Sizilien von der Antike bis zur Frühen Neuzeit*, eds. David Engels, Michael Kleu et Lioba Geis (Wiesbaden: Franz Steiner Verlag, 2010), 201–230; voir également Constantin Zuckerman, "Learning from the Enemy and More: Studies in "Dark Centuries" Byzantium," *Millenium* 1 (2006) : 79–135; pour la période mésobyzantine, Michael Nihanian et Vivien Prigent, "Les stratèges de Sicile : de la naissance du thème au règne de Léon v," *Revue Études Byzantines* 61 (2003) : 97–142.
- 9 Voir Cécile Morrisson, "La Sicile byzantine : une lueur dans les siècles obscurs," *Quaderni ticinesi di numismatica e antichità classiche* 27 (1998) : 307–334; et Cécile Morrisson et Vivien Prigent, "La monetazione in Sicilia nell'età bizantina," dans *Le zecche italiane fino all'Unità*, éd. Lucia Travaini (Rome: Libreria dello Stato, 2011), 427–434; Vivien Prigent, "La circulation

fonctionnement d'une économie tournée vers l'exportation, notamment du blé, et largement aux mains de propriétaires étrangers à l'île: les Églises italiennes, essentiellement – mais pas uniquement – Rome et Ravenne, et l'État impérial. Les grandes familles sénatoriales de Rome y étaient également possessionnées, mais se replient sur ces domaines siciliens au cours du VI^e siècle, avant d'être supplantées au siècle suivant par une nouvelle aristocratie, au sein de laquelle se mêlent locaux et descendants de réfugiés (italiens, orientaux, balkaniques et africains), dont on ne peut malheureusement étudier la fortune avec précision¹⁰.

La situation de la seconde moitié du VIII^e et du début du IX^e siècle n'apparaît pas très clairement, ce qui peut être en soi un indice de l'existence de difficultés internes. L'intégration progressive de l'île à l'espace islamique, à partir de la première intervention ifrîqiyenne de 827, est caractérisée par un paradoxe: la lenteur de la conquête, achevée en 976¹¹, contraste avec l'existence de liens anciens entre la Sicile et le Nord de l'Afrique et avec une intégration précoce au monde de l'Islam au moins de la partie occidentale de l'île¹². Il convient d'insister sur ce point car on a eu trop tendance jusqu'ici à considérer que la seconde moitié du X^e siècle, sous la dynastie kalbide, marquait le moment véritable de l'islamisation insulaire, une conception sur laquelle on revient peu à peu. On ne peut en effet déduire que la conquête de la Sicile en cours n'aurait eu aucune incidence au IX^e siècle de la seule absence de sources

monétaire en Sicile (VI^e-VII^e siècle)," dans *The Insular System in the Byzantine Mediterranean* (Nicosie 2007), éd. Demetrios Michaelides, Philippe Pergola et Enrico Zanini, British Archeological Reports, International Series 2523 (Oxford: Archaeopress, 2007), 139–160.

10 Domenico Vera, "Aristocrazia romana ed economie provinciali nell'Italia tardoantica: il caso siciliano," *Quaderni catanesi di studi classici e medievali* 10 (1988): 114–172. Il n'existe pas de synthèse sur l'aristocratie sicilienne mésobyzantine mis à part le chapitre dédié à la question par l'un d'entre nous dans le cadre de son doctorat, Prigent, "La Sicile byzantine, entre papes et empereurs," 312–341.

11 Vivien Prigent, "La politique sicilienne de Romain 1^{er} Lécapène," dans *Guerre et Société au Moyen Âge: Byzance-Occident (VIII^e-XIII^e siècle)*, éd. Dominique Barthélémy et Jean-Claude Cheynet (Paris: ACHCByz, 2010), 63–84; Annliese Nef, "Le statut des *dhimmi*-s dans la Sicile aghlabide (827–910)," dans *The Legal Status of Dhimmi-s in the Islamic West (second/eighth-ninth/fifteenth centuries)*, éd. Maribel Fierro et John Tolan (Turnhout: Brepols, 2013), 112–128.

12 Pour une lecture différenciée de l'évolution régionale au VIII^e siècle et son impact possible sur la rapidité de la conquête islamique (plus rapide dans la Sicile occidentale plus affectée par la crise du VIII^e siècle; plus lente dans la partie orientale, moins affectée), voir Lucia Arcifa, "Romaioi e Saraceni introno all'827: Riflessioni sul tema della frontiera," dans *La Sicilia del IX secolo tra Bizantini e Musulmani (Atti del IX Convegno di Studi)*, éd. Marina Congiu, Simona Modeo et Massimo Arnone (Caltanissetta: Salvatore Sciascia Editore, 2013), 161–182.

écrites en documentant les effets, une situation que l'on retrouve ailleurs aux premiers temps la domination islamique. En outre, une révision de la chronologie des données archéologiques relatives à l'époque islamique, attestant une évolution de la production céramique dès la fin du IX^e siècle à Palerme, est en cours et ses incidences sont notables¹³. En effet, on a souvent mis en avant une croissance des établissements ruraux à partir du X^e siècle dont attesterait la présence de céramique glaçurée vert et brun. Or, il n'est plus possible de dater cette dernière uniformément du «X^e siècle», sur des bases peu solides et circulaires (notamment en s'appuyant sur les *bacini* de Pise)¹⁴. Une telle relecture n'est pas indifférente puisqu'elle permettra de mieux dater, et probablement de rehausser chronologiquement, la multiplication des sites habités dans les campagnes siciliennes.

Laissant ici de côté l'archéologie, nous essaierons de voir si les sources textuelles permettent de dégager des pistes de réflexion concernant l'impact de la conquête lancée depuis l'Ifrīqiya et de la mise en place d'un État émiral insulaire sur l'organisation agraire et la fiscalité rurale. On a longtemps avancé en effet qu'elles avaient abouti à une redistribution foncière et à une diminution de la taille des unités exploitées, ainsi qu'à une évolution de la fiscalité, en reprenant les assertions de Michele Amari¹⁵. Il convient néanmoins de revenir sur ces différents points qui paraissent mal étayés.

Pour en terminer avec ces prémisses, il est nécessaire d'insister sur le fait que, comme probablement dans de nombreuses autres régions du monde méditerranéen entre le VI^e et le X^e siècle, les réalités siciliennes qui seront traitées ici connaissent une déclinaison micro-régionale forte et qu'il est donc très difficile de dégager les grandes lignes d'un modèle d'évolution qui serait généralisable à l'ensemble de l'île.

13 On verra les contributions de Lucia Arcifa, Fabiola Ardizzzone, Alessandra Bagnera, Elena Pezzini et Viva Sacco dans: Annliese Nef et Fabiola Ardizzzone, éd., *Les dynamiques de l'islamisation en Méditerranée centrale et en Sicile: nouvelles propositions et découvertes récentes* (Rome-Bari: Edipuglia-École française de Rome, 2014).

14 Alessandra Bagnera et Annliese Nef, "Histoire et archéologie du domaine fatimide: la Sicile et Palerme (début du X^e siècle-milieu du XI^e siècle)," dans *Šabira Mansūriyya*, éd. Patrice Cressier et Mourad Rammah (Rome: Ecole française de Rome, à paraître); Arcifa, Bagnera et Nef, "Archeologia della Sicilia islamica".

15 Nef, "Michele Amari," et Annliese Nef, "La fiscalité islamique en Sicile sous la domination islamique," dans *La Sicile de Byzance à l'Islam*, éd. Annliese Nef et Vivien Prigent (Paris: De Boccard, 2010), 131–156.

1 Forme et extension du grand domaine

1.1 *Les massae de l'époque byzantine*

L'importance du grand domaine en Sicile sous la domination byzantine reflète largement l'orientation de l'économie de l'île vers l'exportation. Elle se constate évidemment dès l'époque républicaine, mais, après plusieurs siècles d'apathie, elle est relancée aux IV^e–V^e siècle par de puissants investissements sénatoriaux destinés à assurer l'approvisionnement de Rome après le détournement de l'annone vers Constantinople qui priva Rome d'une source de ravitaillement indispensable¹⁶. Cette reprise en main amena à la constitution de vastes unités d'exploitation, nommées *massae*, terme qui apparaît dans la liste des donations constantiniennes du *Liber pontificalis* de Rome¹⁷. C'est leur évolution aux VI^e–VIII^e siècles qui nous retiendra ici. Les sources disponibles limitent toutefois l'enquête puisque seule la grande propriété ecclésiastique est bien documentée, en particulier par les quelques 200 lettres que Grégoire le Grand adressa en Sicile¹⁸. Toutefois, l'Église de Rome apparaît essentiellement comme l'héritière des fortunes sénatoriales¹⁹ et la bénéficiaire des largesses

16 Sur ce point, fondamental, voir Vera, "Aristocrazia romana."

17 De nouveau, l'étude de base est due à Domenico Vera, "*Massa fundorum*: forme della grande proprietà e poteri della città in Italia fra Costantino e Gregorio Magno," *Mélanges de l'École française de Rome: Antiquité* 111, no. 2 (1999): 991–1025, dont les analyses reposent largement sur le témoignage du *Liber pontificalis*: *Liber Pontificalis*, éd. Louis Duchesne (Paris: E. Thorin et E. De Boccard, 1886–1892) (dorénavant cité *Liber pontificalis*). L'article de 1999, bien que paru avant Domenico Vera, "Sulla (ri)organizzazione agraria dell'Italia meridionale in età imperiale: origine, forme e funzioni della *massa fundorum*," dans *Terre, proprietari e contadini dell'impero romano dall'affitto agrario al colonato tardoantico*, éd. Elvio Lo Cascio (Rome: La Nuova Italia Scientifica, 1997), 613–633, en constitue une forme plus développée et aboutie. Pour éviter les références redondantes, on se contentera ici de renvoyer au premier. La documentation sur les revenus des domaines avait déjà été rassemblée dans Lellia Ruggini, *Economia e società nell'Italia annonaria*: *rapporti fra l'agricoltura e commercio dal IV al VI secolo* (Bari: Edipuglia, 1995), 558–563.

18 La bibliographie sur Grégoire le Grand et sa correspondance est extrêmement développée. On se contentera de citer ici l'édition de référence: Grégoire le Grand, *Registrum Epistularum sancti Gregorii Magni*, éd. Dag Norberg, Corpus Christianorum, Series Latina 140 et 140A (Turnhout: Brepols, 1982) (dorénavant cité *Registrum*), ainsi qu'une importante étude spécialement dédiée à l'exploitation du domaine pontifical, Vincenzo Recchia, *Gregorio Magno e la società agricola* (Rome: Studium, 1978).

19 De nouveau, on peut citer le cas de Grégoire le Grand lui-même qui fonda plusieurs monastères en Sicile sur ses biens familiaux, *Vita sancti Gregorii Magni*, éd. Sabina Tuzzo, Centro di cultura medievale 11 (Pise: Scuola normale superiore, 2002), 5, 66, ou la présence parmi les biens gérés par le recteur pontifical des fondations des Valerii (*Registrum*, IX, 67; Eva Margareta Steinby, éd., *Lexicon Topographicum Urbis Romae* (Rome: Quasar, 1993–

impériales²⁰. On ne perçoit aucune spécificité structurelle dans ses modes de gestion. Par ailleurs, le mouvement peut s'inverser tout aussi facilement : la saisie des biens de Rome au cours du VIII^e siècle entraîne le passage de cette fortune dans le giron de l'État²¹, voire dans celui de l'aristocratie lorsque l'empereur procède à des donations. Cette circulation permet d'envisager de substantielles parentés dans le mode de gestion des biens.

La région s'étendant entre Sofiana et Enna présente sans doute un cas d'école : on y repère les biens des *Nicomachi*, l'une des plus importantes familles sénatoriales de Rome²² puis de l'Église de Rome²³, principale héritière des biens de cette *gens* liée aux *Anicii*, avant que, au lendemain de la saisie des patrimoines pontificaux, au début des années 740²⁴, l'État impérial n'y installe des troupes selon une stratégie également observable en Calabre²⁵. La saisie ne semble pas entraîner de rupture dans la gestion. Le même terme de

2000), 5:217) et des Anicii (*Registrum*, IX, 8 et *Liber pontificalis*, 98, 81, p. 25 ; voir de façon générale, Eva Margareta Steinby, *Lexicon Topographicum*, 5:214–216).

20 Malgré les difficultés d'interprétation que présente cette source, ce fait n'apparaît nulle part plus clairement que dans le *Liber pontificalis* qui liste les donations de Constantin à l'Église de Rome. Voir notamment Domenico Vera, "Osservazioni economiche sulla vita Sylvestri nel Liber pontificalis," dans *Consuetudinis Amor: fragments d'histoire romaine (II^e–VI^e siècles) offerts à Jean-Pierre Callu*, éd. François Chausson et Étienne Wolff (Rome : L'Erma di Breitschneider, 2003), 419–430 ; Daniel Moreau, "Les patrimoines de l'Église romaine jusqu'à la mort de Grégoire le Grand : dépouillement et réflexions préliminaires à une étude sur le rôle temporel des évêques de Rome durant l'Antiquité la plus tardive," *Antiquité tardive* 14 (2006) : 79–93.

21 Voir Vivien Prigent, "Les empereurs isauriens et la confiscation des patrimoines pontificaux d'Italie du Sud," *Mélanges de l'École française de Rome : Moyen Âge* 116, no. 2 (2004) : 557–594.

22 À l'occasion d'un séjour sicilien, sans doute en liaison avec l'invasion d'Alaric, Virius Nicomachus Flavianus annota deux de ses manuscrits de Tite-Live signalant *emendabam apud Hennam (Titi Livii ab Urbe condita*, Tomus 1: Libri 1–IV, éd. R.M. Ogilvie (London : Clarendon Press-Oxford University Press, 1974), XII). Sur le personnage, Arnold H.M. Jones, *The Prosopography of the Later Roman Empire*, vol. 1, AD 260–395 (Cambridge : Cambridge University Press, 1971), 260–395, Virius Nicomachus Flavianus, 345–346.

23 Voir sur le proche site de Sofiana, Albrecht Berger, ed. et trad., *La Vie de Grégoire d'Agri-gente : Leontios presbyteros von Rom, das Leben des Heiligen Gregorios von Agrigent* (Berlin : Akademie Verlag, 1994), § 61, 219, l. 23 et § 67, 225, l. 18. En dernier lieu, sur ce site qui jouait un rôle essentiel dans l'articulation du patrimoine dès la fin du VI^e siècle, Giovanni Francesco La Torre, "Gela sive Philosophianis" (*It. Antonini*, 88,2) : contributo per la storia di un centro interno della Sicilia romana," *Quaderni dell'Istituto di Archeologia dell'Università di Messina* 9 (1994) : 99–139.

24 Prigent "Les empereurs isauriens."

25 Un sceau encore inédit y mentionne un topotérète de cité, institution sur laquelle voir Vivien Prigent, "Topotérètes de Sicile et de Calabre aux VIII^e–IX^e siècles," *Studies in Byzantine Sigillography* 9 (2006) : 145–158.

massa désigne toujours les grands domaines impériaux en Italie²⁶ et les fonctionnaires qui se voient confier la gestion des biens saisis adoptent d'emblée les titres auparavant en usage dans l'administration pontificale²⁷. Ces indices de permanence sont infimes, mais ce sont les seuls dont nous disposons. On reviendra plus avant sur l'évolution du rapport de la *massa* au système fiscal.

Le terme *massa* est une version abrégée de l'expression *massa fundorum*. Celle-ci ne se rencontre qu'en Italie et les *massae* sont repérables essentiellement dans le sud et le centre de la péninsule, c'est-à-dire dans les zones de concentration des patrimoines sénatoriaux²⁸. Le terme renvoie à un agglomérat de biens d'origines et de tailles diverses, les *fundi*. La *massa fundorum* naît donc d'un processus de concentration, remontant au II^e siècle en Italie, de biens-fonds divers²⁹, mais qui, au moins à l'origine, demeurent bien distincts au sein de cette superstructure³⁰. La *massa* constitue donc essentiellement le cadre de l'enregistrement des biens d'un propriétaire et de la gestion des archives y afférant, au sein d'un ressort civique particulier, puisque les *massae* ne sont jamais à cheval sur les territoires de cités distinctes³¹. C'est également à cet échelon que le grand propriétaire nomme un gestionnaire, le *conductor* qui opère à partir d'un centre domanial appelé, vers 600, *conduma*³². Toutefois, la *massa*, si elle est circonscrite à un territoire civique, ne regroupe pas forcément tous les biens d'un même propriétaire dans ce ressort. Un même *possesseur* peut en effet avoir plusieurs *massae* dans une même cité³³. C'est un point qui

26 Voir, par exemple, dans la région de Rome, les *massae* de Ninfa et Norma, *Liber pontificalis*, 1:433 et Federico I. Marazzi, "Patrimonia Sanctae Romanae Ecclesiae" nel Lazio (secoli IV–X): struttura amministrativa e prassi gestionali (Rome: Istituto Storico per il Medio Evo, 1998), 274–275.

27 Voir l'interprétation pionnière des sceaux des recteurs de Calabre par Vitalien Laurent, *Documents de sigillographie byzantine: la collection Orghidan*, Bibliothèque Byzantine, Documents 1 (Paris: P.U.F., 1952), commentaire au no. 81, 54.

28 Vera, "Aristocrazia romana."

29 Vera, *Massa fundorum*, 991, 1013. Le fonctionnement que l'on attribue généralement au *patrimonium* a été résumé au mieux par Lellia Cracco Ruggini, "Sicilia, III/IV secolo: il volto della non-città," *Kokalos* 28–29 (1982–1983), 490–492: "Le *massae* si articolavano in innumerevoli *fundi*, i quali in sostanza riproducevano e perpetuevano nel connettivo del latifondo le strutture produttive frazionate delle unità parcellari medio-piccole che questo era andato inghiottendo."

30 Vera, *Massa fundorum*, 1004.

31 Vera, *Massa fundorum*. Cette remarque importante permet notamment d'abandonner la vision proposée par Cracco Ruggini ("La Sicilia," 72, n. 76) de *massae* "che si estendevano da nord-ovest a est per tutta la larghezza dell'isola."

32 Vera, *Massa fundorum*, 997, 1004. Nous revenons plus avant sur cette réalité.

33 Ainsi, dans le territoire de Palerme, l'Église de Rome a des droits plus ou moins exclusifs sur trois *massae*: Getina (*Registrum*, IX, 119), Leucas (*Registrum*, IX, 23) et Taurana (*Liber*

distinguerait la *massa* de l'*oikos* égyptien, lequel paraît rassembler l'ensemble des biens d'un individu sur un même territoire³⁴. À l'inverse, une même *massa* peut avoir plusieurs propriétaires, l'indivis (qui peut associer laïcs et ecclésiastiques) assurant la survie de la cohésion domaniale³⁵.

Le système présente toutefois un visage particulier en Sicile puisque les *massae* y sont nettement plus grandes qu'ailleurs en Italie, avec des revenus moyens d'environ 800 *solidi* (maximum 1640), à peu près 2,5 fois supérieurs à ceux des *massae* continentales³⁶. Se reflète ici en bonne partie la faiblesse du réseau urbain insulaire : les territoires des principales cités sont extrêmement étendus par rapport à ceux de l'Italie péninsulaire³⁷. Mais surtout, le processus de concentration foncière s'accéléra tardivement, au IV^e siècle, à la suite de la fondation de Constantinople et du détournement de l'annone vers la nouvelle capitale³⁸. Il est donc probable que les *massae* sicilienne naquirent par coalescence de biens déjà importants. De fait, la disparité de taille que l'on constate entre *massae* insulaires et continentales se retrouve bien à l'échelle de leurs éléments constitutifs, les *fundi*³⁹.

Le choix de se pencher sur les *massae* pour étudier les instruments de contrôle des zones rurales de la Sicile est en partie dicté par la nature du réseau urbain sicilien, déjà évoquée. Celui-ci en effet est essentiellement côtier, si l'on s'en rapporte à l'image qu'en donne Georges de Chypre, une spécificité que confirme le croisement des listes d'évêchés médiévales avec les données pro-

Pontificalis, 1, 33, 37). La différence peut toutefois être illusoire, les *massae* que l'on voit au sein des biens de l'Église de Rome recouvraient peut-être auparavant l'ensemble des biens d'un *possessor* laïc qui ne feraient ultérieurement que conserver leur identité au sein du patrimoine plus vaste de l'église de Rome. Ce serait donc une évolution en deux temps qui créerait cette différence.

34 Sur l'organisation de l'*oikos* égyptien, le travail fondateur demeure Jean Gasco, "Les grands domaines, la cité et l'État en Égypte byzantine," *Travaux et Mémoires du Centre d'histoire et de civilisation de Byzance* 9 (1985) : 1–90, repris dans Jean Gasco, *Fiscalité et société en Égypte byzantine*, Bilans de Recherche 4 (Paris : ACHCByz, 2008), VI, avec des réflexions nouvelles sur l'impact des concepts mis en avant dans l'article d'origine.

35 Ainsi, pour rester dans le Palermitain, la *massa* Leucas, cité n. 33, était partagée entre Rome et une dénommée Praeicta, sur laquelle voir Charles Pietri et Luce Pietri, eds., *Prosopographie Chrétienne du Bas-Empire* : 2, *Prosopographie de l'Italie chrétienne* (313–604), vol. 1 (Rome : École française de Rome, 1999).

36 Vera, *Massa fundorum*, 1001.

37 Au VI^e siècle, l'île compte quatorze cités – voir la liste de Georges de Chypre publiée dans *Le Synekdèmos d'Hiérokles et l'opuscule géographique de Georges de Chypre*, éd. Ernest Honigmann (Bruxelles : Institut de philologie et d'histoire orientales et slaves, 1939) –, soit, avec un territoire de 25700 km², un territoire civique moyen de 1835 km².

38 Voir Vera, "Aristocrazia romana."

39 Chiffres réunis dans Vera, *Massa fundorum*, 1000.

sopographiques relatives aux titulaires des sièges mentionnés⁴⁰. Il semble donc que ce soient les grands domaines qui aient assuré l'encadrement d'une bonne partie de l'arrière-pays des cités, de concert avec certains gros bourgs, équivalant aux *megalai komai* orientales, qui peuvent d'ailleurs avoir été à l'origine partie intégrante des domaines⁴¹. Le phénomène est bien entendu ancien et les itinéraires romains, comme les études de toponomastique, ont mis en valeur la fréquence des toponymes «prediali» en *-anum*, renvoyant généralement aux possessions de grandes familles sénatoriales⁴². Toutefois, le mouvement de concentration de l'habitat que l'on constate à la fin de l'antiquité a certainement renforcé ce rôle traditionnel⁴³. On tentera plus bas de préciser logique et modalités de ce processus.

On ne peut malheureusement évaluer avec précision le poids de la grande propriété. Non seulement les sources manquent, mais la structure des biens est extrêmement complexe puisque, pour n'évoquer qu'un phénomène, les

40 Voir Prigent, "La Sicile byzantine (vie–xe siècle)," 15–148.

41 Prigent, 148–166. De façon générale, sur ces agglomérations demeure essentiel, Gilbert Dagron, "Entre village et cité: la bourgade rurale des iv^e–vii^e siècles en Orient," *Koikonia* 3 (1979): 29–52, repris dans Gilbert Dagron, *La romanité chrétienne en Orient: héritages et mutations* (Londres: Variorum Reprints, 1984), vii.

42 Antonino Facella, "Note di toponomastica latina nella Sicilia Orientale: toponimi prediali in *-anum*, *-ana*," dans *Atti delle Quarte Giornate Internazionale di Studi sull'Area Elima (Erice, 1–4 décembre 2000)*, éd. Alessandro Corretti (Pise: Scuola normale superiore di Pisa, 2003), 437–465.

43 On citera, parmi une foisonnante bibliographie, Alessandra Molinari, "Le campagne siciliane tra il periodo bizantino e quello arabo," dans *Acculturazione e mutamenti: prospettive nell'archeologia medievale del Mediterraneo, vi Ciclo di Lezioni sulla ricerca applicata in archeologia* (Certosa di Pontignano (Si) – Museo di Montelupo (Fi), 1–5 mars 1993), éd. Enrica Boldrini et Riccardo Francovich (Florence: All'Insegna del Giglio, 1995), 224; Alessandra Molinari, "Il popolamento rurale in Sicilia tra v e xiii secolo: alcuni spunti di riflessione," dans *La Storia dell'alto medioevo italiano (vi–x secolo) alla luce dell'Archeologia Medievale* (Sienne, 1994), éd. Riccardo Francovich et Ghislaine Noyé, Biblioteca di Archeologia Medievale 11 (Florence: All'Insegna del Giglio, 1994), 367; Oscar Belvedere, "Organizzazione fondiaria e insediamenti nella Sicilia di età imperiale," *Corso di cultura sull'Arte Ravennate e Bizantina* 43 (1997): 38–39, qui insiste sur la superficie importante de bon nombre des sites repérés. Ghislaine Noyé, "Économie et société dans la Calabre byzantine," *Journal des savants* 2 (2000): 238–239, souligne à la même époque une tendance à la concentration de l'habitat et (page 254) le développement des villages. Ce phénomène concerne l'ensemble du monde byzantin, Cécile Morrisson et Jean-Pierre Sodini, "The Sixth-Century Economy," dans *Economic History of Byzantium from the Seventh through the Fifteenth Century*, vol. 1, éd. Angeliki Laiou, Dumbarton Oaks Studies 39 (Washington D.C.: Dumbarton Oaks Research Library and Collection, 2002), 178–179. Pour des études de cas, Jacques Lefort, Cécile Morrisson et Jean-Pierre Sodini, éd., *Les villages dans l'Empire byzantin*, Réalités Byzantines 11 (Paris: ACHCByz, 2005).

possessores possèdent des monastères qui à leur tour possèdent des biens⁴⁴. Toutefois, les biens d'État étaient si importants qu'ils légitimèrent en 537 l'instauration d'un système administratif spécial rattachant à l'empereur cette île, considérée en quelque sorte «comme son pécule»⁴⁵. La situation devait donc au moins être équivalente à celle de la proche Proconsulaire, aux structures agraires assez similaires et où les biens de l'empereur atteignaient 15 % des terres⁴⁶. Les biens cumulés de Rome et Ravenne peuvent quant à eux être estimés aux alentours de 10 % de la surface agricole utile⁴⁷. Le patrimoine de

- 44 On se contentera ici d'un exemple. Le monastère Saint-Hermès, fondation palermitaine de Grégoire le Grand destinée à entrer dans le patrimoine de Rome (*Registrum*, v, 4, l. 9: *Urbicus monasterii mei praepositus*; *Italia Pontificia. X. Calabria-Insulae*, éd. Paul Fridolin Kehr (Berlin: Weidmann, 1975) (*Regesta pontificum Romanorum*), 236–238), était apparemment propriétaire d'une autre fondation, le monastère du *Lucuscanum* (*Italia pontificia*, x, 238–239), dont l'abbé est nommé par celui de Saint-Hermès (*Registrum*, ix, 20). Le même abbé de Saint-Hermès est également dépositaire de capitaux appartenant au *Lucuscanum* et responsable de l'entretien des moines de cette maison pieuse sur les revenus de celle-ci (*Registrum*, ix, 21). Or, deux autres lettres témoignent de l'importance des propriétés foncières du *Lucuscanum*. En novembre-décembre 598, Grégoire le Grand règle le conflit qui l'oppose au *xenodochium* romain des *Valerii* au sujet des *possessions Faiana, Nasoniana et Libiniana*, sises sur le territoire de Palerme (*Registrum*, ix, 67 et 83). La *possessio* apparaît comme une forme intermédiaire, du point de vue de la taille, entre les *massae* et les *fundi* avec des revenus en moyenne 2,5 fois supérieurs à ces derniers (Vera, *Massa fundorum*, 1000). Les revenus revendiqués par le monastère représenteraient donc *a priori* plusieurs centaines de *solidi*, mais bien que doté d'un patrimoine foncier considérable, le *Lucuscanum* semble n'avoir été juridiquement qu'un élément du patrimoine de Saint-Hermès, lui-même intégré au *patrimonium* de Rome.
- 45 Voir Ninno Tamassia, "La novella giustiniana *De Praetore Siciliae*": Studio storico e giuridico," dans *Scritti per il Centenario della nascita di Michele Amari* (Palerme: Società siciliana di Storia Patria, 1910), 1:304–331 et Prigent, "La Sicile byzantine, entre papes et empereurs," 202–207.
- 46 Voir l'analyse approfondie par Claude Lepelley de *CTh*, xi, 28 13 dans Claude Lepelley, "Déclin ou stabilité de l'agriculture africaine au Bas-Empire? À propos d'une loi d'Honorius," *Antiquités Africaines* 1 (1967): 135–144, repris dans *Aspects de l'Afrique romaine: les cités, la vie rurale, le christianisme*, Studi storica sulla tarda antichità (Bari: Edipuglia, 2001), 217–232. Les conclusions de cet auteur ont été remises en cause par Federico De Romanis, "Per una storia del tributo granario africano all'annona della Roma imperiale," dans *Nourrir les cités de Méditerranée: Antiquités-Temps modernes*, eds. Brigitte Marin et Catherine Virouviet (Paris-Aix-en-Provence/Madrid: Maisonneuve-et-Larose, MMSH, Universidad de Educacion a Distancia, 2004), 709–718, mais ses arguments ne me semblent pas devoir emporter l'adhésion.
- 47 Cette estimation ressort du total des impôts payés par ces deux *possessores*, environ 40.000 *nomismata* lorsqu'on le rapporte au modèle théorique de l'exploitation byzantine et du rapport entre prélèvement, revenus de la terre et productivité des exploitations. Pour une étude de détail, Prigent, "La Sicile byzantine (vie–xe siècle)," 397–408. Sur ces mêmes bases, on ne saurait accepter les 800.000 hectares couramment reconnus au patrimoine

Rome était en outre relativement resserré sur le territoire de certaines cités⁴⁸, où il devait représenter une part tout à fait significative du sol. Vers 600, le patrimoine de saint Pierre comptait ainsi 400 domaines, dont on pourrait estimer, d'après leur revenu, la taille moyenne à environ 200 hectares de terre de moyenne qualité, avec bien entendu de très importantes fluctuations⁴⁹. En outre, il s'agit là d'un modèle abstrait, le poids respectif des pâturages, vignes, terres irriguées variant évidemment d'un domaine à l'autre. Quoi qu'il en soit de ces dernières estimations, on peut admettre que l'on atteint avec ces seuls trois propriétaires environ un quart du terroir, ce qui est tout à fait extraordinaire.

Une mise en garde cependant: le centre domanial demeure toujours le relais du pouvoir des cités. Les domaines ecclésiastiques identifiés appartiennent aux Églises cathédrales ou à des monastères qui, pour peu qu'on les connaisse, semblent essentiellement urbains. La focalisation exclusive des hagiographies sur la fonction épiscopale jusqu'au IX^e siècle reflète d'ailleurs bien ce primat des cités⁵⁰. Les domaines de l'État sont gérés depuis les administrations sises à Catane et Syracuse⁵¹. Enfin, l'aristocratie sicilienne conserve un caractère

romain à la suite de Lellia Cracco Ruggini ("La Sicilia," 13), qui place en outre cent mille familles (un demi million de personnes?) dans la dépendance du pontife. Plus récemment, Constantin Zuckerman, "Learning from the Enemy," 124, propose un chiffre proche (un tiers de la superficie de l'île) sur la base d'une interprétation que nous croyons erronée de la réforme fiscale de Léon III au début des années 730. Voir aussi Vivien Prigent, "Un confesseur de mauvaise foi: Théophane et la politique fiscale sicilienne de Léon III," dans *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* 28 (2014): 279–304.

48 Pour l'essentiel, Palerme à l'ouest et à l'est Syracuse, Catane, Agrigente.

49 Il s'agit bien évidemment d'une estimation très grossière basée sur la superficie de terre nécessaire à l'imposition d'obligations fiscales d'un montant de 25.000 *nomismata* (*Theophanis Chronographia*, éd. Karl De Boor (Leipzig: Teubner, 1883), 1:410) et d'une division de cette superficie par le nombre de domaines que possède le pape en Sicile vers 600 (*Registrum*, 11, 50; Recchia, *Gregorio Magno*, 16). Bien évidemment, de nombreux paramètres demeurent flous et l'on ne doit prendre ces valeurs que comme des ordres de grandeur.

50 Pour l'hagiographie sicilienne, on se reportera à Daniela Motta, *Percorsi dell'agiografia: società e cultura nella Sicilia tardoantica e bizantina*, Testi e studi di storia antica 4 (Catane: Edizione del Prisma, 2003) et Mario Re, "Italo-Greek hagiography," dans *The Ashgate Research Companion to Byzantine Hagiography*, éd. Stephanos Efthymiadis (Farnham: Ashgate, 2011), 227–258.

51 De façon générale, sur l'administration sicilienne, voir Prigent. "La Sicile byzantine, entre papes et empereurs." Si l'on s'en rapporte à la localisation de l'atelier monétaire, le transfert de la capitale à Syracuse n'advint sans doute pas avant le règne de Justinien II et la fondation du thème, voir les brèves notices dédiées aux ateliers de Catane et de Syracuse par Vivien Prigent dans Lucia Travaini, éd., *Le zecche italiane fino all'Unità* (Rome: Libreria dello Stato, 2011), respectivement 594–596 et 1152–1154. Pour la création du thème, Nico-

urbain marqué, peut-être lié en partie à son caractère exogène, les migrations des VI^e et VII^e siècles l'ayant renouvelée profondément⁵². Elle n'a pas *a priori* de liens forts avec les campagnes. Le maintien tardif de titulatures issues des magistratures urbaines, comme celle de *pater poléôs* (début VIII^e siècle)⁵³, reflète également cette vitalité maintenue de villes qui demeurent prospères jusqu'aux ravages de la conquête islamique, qui frappa de façon particulièrement rude les grandes villes de la côte orientale⁵⁴.

1.2 *L'impact de la domination islamique: le raḥāl et l'amélioration de la condition paysanne*

On peut donc se demander quel fut l'impact de la conquête arabo-musulmane dans un cadre affecté au VIII^e siècle par des évolutions mal connues dans le détail, mais que l'on peut résumer rapidement: extension des biens de l'État byzantin au détriment de l'Église de Rome, relatives décroissances économique et démographique et déclin politique de l'île. On peut penser que le premier de ces facteurs favorisa un transfert massif de propriété au bénéfice du nouvel État islamique qui pouvait d'autant plus facilement le redistribuer. Quel fut, dès lors, le destin de ces biens: furent-ils allotés entre les conquérants, devinrent-ils propriété de l'État aghlabide puis fatimide? Les grandes unités foncières de l'époque précédente conservèrent-elles leur cohérence ou furent-elles dépecées? Le grand domaine demeura-t-il subordonné à l'autorité des cités ou s'émancipa-t-il de cette tutelle? S'il n'est pas possible de répondre à toutes ces questions, il est nécessaire de les conserver à l'esprit et quelques éléments peuvent être avancés.

Les sources permettant de répondre à ces questions sont au nombre de trois et seules deux datent de la période islamique.

las Oikonomidès, "Une liste arabe des stratèges byzantins du VII^e siècle et les origines du thème de Sicile," *Rivista di studi bizantini e neoellenici* n.s. 1 (1964): 121–130.

52 Dernièrement, Roberta Rizzo, *Papa Gregorio Magno e la nobiltà in Sicilia*, Biblioteca dell'Officina di Studi Medievali 8 (Palermo: Officina di Studi medievali, 2008) et Prigent, "La Sicile byzantine (VI^e–X^e siècle)," 209–312.

53 Vitalien Laurent, "Une source peu étudiée de l'histoire de la Sicile au haut Moyen-Âge: La sigillographie byzantine," dans *Byzantino-Sicula*, Quaderni dell'Istituto Siciliano di Studi Bizantini e Neoellenici 2 (Palermo: Istituto Siciliano di Studi Bizantini e Neoellenici, 1966), 35.

54 Les sources numismatiques offrent un observatoire privilégié de l'effondrement de l'économie sicilienne, voir Vivien Prigent, "Monnaie et circulation monétaire en Sicile du début du VIII^e siècle à l'avènement de la domination musulmane," dans *L'héritage byzantin en Italie VII^e–XI^e siècles*, vol. 2, *Les cadres juridiques et sociaux et les institutions publiques*, eds. Jean-Marie Martin, Annick Peters-Custot et Vivien Prigent (Rome: École française de Rome, 2012), 455–482.

- 1) Tout d'abord, on a retrouvé au cours de fouilles menées dans la commune de Milena⁵⁵ une trentaine de sceaux datés d'entre 863 et 893, portant le nom des émirs aghlabides successifs⁵⁶. Leur nature n'est guère claire même si une partie des spécialistes ne croit plus aujourd'hui qu'il s'agit de sceaux attestant le versement de la *jizya* comme le soutient leur éditrice⁵⁷. En revanche, l'existence et la conservation de ces documents dans le cadre d'un établissement rural, qui bien que proche d'un axe important (la route Palerme-Agrigente) est relativement éloigné de la côte et du réseau urbain (une quarantaine de kilomètres d'Agrigente), suggère que cette localité était intégrée à un cadre administratif et probablement fiscal dès une période haute. Or, à cette date, la conquête est loin d'être achevée et l'autorité islamique s'exerce surtout sur la Sicile occidentale jusqu'à une date relativement tardive, les localités situées dans le reste de l'espace insulaire étant régulièrement soumises et reperdues⁵⁸. Il est donc notable que, y compris dans ce contexte, l'arrière-pays d'Agrigente – une zone où était possessionnée l'Église de Rome, puis, par voie de saisie, l'État impérial –, ait connu une transition rapide d'une autorité à une autre. On a vu plus haut l'importance des biens d'État en Sicile après le milieu du VIII^e siècle et l'on peut donc émettre l'hypothèse que cette évolution, spécifique à la Sicile⁵⁹, n'y fut pas limitée à l'Agrigentin.
- 2) Le *Kitāb al-amwāl*, texte juridique d'al-Dawūdī (m. entre 402/1010–1011 et 411/1020–1021) qui date du XI^e siècle mais décrit probablement une situa-

55 Lucia Arcifa, "Dinamiche insediative tra tardo antico e altomedioevo in Sicilia. Il caso di Milocca," dans *Paesaggi e insediamenti rurali in Italia meridionale fra Tardo antico e Altomedioevo: Atti del I Seminario sul Tardo Antico e l'altomedioevo in Italia Meridionale, Foggia, 2004*, éd. Giuliano Volpe et Maria Turchiano (Bari: Edipuglia, 2005), 651–665.

56 Maria Amalia De Luca, "Reperti inediti con iscrizioni in arabo rinvenuti nel sito archeologico di Milena: i sigilli e le monete," dans *Studi in onore di Umberto Scerrato per il suo settantacinquesimo compleanno*, vol. 1, éd. Maria Vittoria Fontana et Bruno Genito (Naples: Università degli studi di Napoli "L'Orientale" et Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente, 2003), 231–258 et "Sicilia aghlabita: nuove testimonianze numismatiche," dans *The Third Simone Assemani Symposium on Islamic Coins (Rome, 2011)*, éd. Bruno Callegger et Ariana D'Ottone (Trieste: EUT, 2012), 288–309 et, pour une lecture différente, Arcifa, Bagnera et Nef, "Archeologia della Sicilia islamica."

57 Chase F. Robinson, "Neck-Sealing in Early Islam," *Journal of the Economic and Social History of the Orient* 48, no. 3 (2005): 401–441.

58 On peut également penser que l'intention n'était pas de les soumettre définitivement, ni même durablement: cf. Nef, "Le statut des *dhimmī*-s."

59 La spécificité ne tient pas ici à la transition rapide [il n'est que de lire les articles de Petra Sijpesteijn sur l'Égypte et en particulier son "The Arab Conquest of Egypt and the Beginning of Muslim Rule," dans *Egypt in the Byzantine World 300–700*, éd. Roger S. Bagnall

tion datant du x^e siècle⁶⁰, au-delà des problèmes qu'il soulève, atteste clairement à la fois une circulation des hommes et des unités foncières. Il relate en effet des conflits entre générations de "colons" qui sont réglés par le pouvoir central ou ses représentants au niveau local, tandis que des déplacements de groupes d'individus sont favorisés par l'autorité émirale afin de mettre en valeur des espaces agricoles (notamment près de Syracuse). La plus grande partie des cas mentionnés intéresse à nouveau au premier chef l'arrière-pays d'Agrigente.

- 3) Néanmoins, l'essentiel des informations proviennent des diplômes, et en particulier de ceux émis par le *dīwān* et partiellement en arabe⁶¹, qui datent de la période normande (XI^e–XII^e siècle). Une démarche régressive maîtrisée permet de tirer quelques conclusions de leur analyse:
 - Tout d'abord, le réseau épiscopal semble avoir disparu au cours de la domination islamique et tous les évêchés sont redessinés à partir de la fin du XI^e siècle sur la base d'unités administratives islamiques⁶². La chronologie de la disparition du réseau byzantin peut sans doute être encore précisée⁶³, mais quoi qu'il en soit, cette évolution a dû se solder

(Cambridge: Cambridge University Press, 2007), 437–459, pour s'en convaincre] mais à ses voies puisque le cadre en est probablement public.

- 60 Hasan H. Abdul Wahab et Fehrat Dachraoui, "Le régime foncier en Sicile au Moyen Âge (IX^e et X^e siècle)," dans *Études d'orientalisme dédiées à la mémoire de E. Levi-Provençal* (Paris: G.P. Maisonneuve et Larose, 1962), 401–444. Pour une biographie de l'auteur, on verra Allaoua Amara, "Texte méconnu sur deux groupes hérétiques du Maghreb médiéval," *Arabica* 52, no. 3 (2005): 348–372, spéc. 349–350. Il existe plusieurs éditions de ce texte. L'une s'appuie sur le manuscrit de l'Escorial: Aḥmad b. Naṣr al-Dāwūdī, *Kitāb al-amwāl*, éd. et trad. Abul Muhsin Muhammad Sharfuddin (New Delhi: Kitab Bhavan 1998), tandis qu'une autre suit celui de Rabat: Aḥmad b. Naṣr al-Dāwūdī, *Kitāb al-amwāl*, éd. Riḍā Muḥammad Ṣālim Shāhāda (Beyrouth: Dār al-kutub al-ʿilmiyya, 2008). Selon Pedro Chalmeta, sur la base du manuscrit de l'Escorial, il conviendrait de modifier le titre en *Kitāb fiʾat al-amwāl* (*Traité sur les catégories de biens [imposables]*): Pedro Chalmeta, "Una obra de "materia economica": el *Kitāb fiʾat al-amwāl* de al-Dāwūdī," dans *Actas del IV Coloquio Hispano-tunecino* (Palma de Mallorca, 1979), éd. Manuela Marin (Madrid: Instituto hispano-arabe de cultura, 1983), 62–78.
- 61 Sur les documents émis par le *dīwān* sicilien partiellement en arabe, aux XI^e–XII^e siècles, cf. Jeremy Johns, *Arabic Administration in Norman Sicily: The Royal Dīwān* (Cambridge: Cambridge University Press, 2002).
- 62 Annliese Nef, "Géographie religieuse et continuité temporelle dans la Sicile normande (XI^e–XII^e siècles): le cas des évêchés," dans *À la recherche de légitimités chrétiennes: représentations de l'espace et du temps dans l'Espagne médiévale (IX^e–XIII^e siècle)* (Madrid, 26–27 avr. 2001), éd. Patrick Henriot (Lyon/Madrid: ENS-Casa de Velazquez, 2003), 177–194.
- 63 On verra Vivien Prigent, "L'évolution du réseau épiscopal sicilien (VIII^e–X^e siècle)," dans *Les dynamiques de l'islamisation en Méditerranée centrale et en Sicile: nouvelles propositions et découvertes récentes*, éd. Annliese Nef et Fabiola Ardizzone (Rome/Bari: Edipuglia-École française de Rome, 2014), 89–102.

par une émancipation relative des zones rurales par rapport aux cités. Dans le même temps, on pense aujourd'hui qu'un certain nombre de monastères se sont maintenus. Souvent de petite taille et ruraux, ils ont donc probablement aussi préservé une assise foncière : c'est le cas dans la partie occidentale de l'île (val de Mazzara)⁶⁴, et ponctuellement dans le val Demone⁶⁵. Il n'y a donc pas dans ce domaine d'évolution univoque ni généralisable à l'ensemble de l'espace insulaire, mais on ne peut nier que des transformations ont affecté le contrôle des zones rurales, à défaut de leur structuration, et que le rôle des évêchés a décliné.

- Les grandes unités que constituaient les *massae* ne paraissent pas se maintenir en tant que telles et ne deviennent le plus souvent que des références toponymiques. Le diplôme le plus détaillé dont on dispose concernant l'organisation d'une vaste zone rurale date de 1182 et est bilingue arabe-latin. Il décrit le Monréalais (arrière-pays de Palerme) dont il vise à renforcer le contrôle par l'archevêché de Monreale, nouvellement créé sous l'impulsion de Guillaume II. Sans entrer dans les détails, ce type de documents présente probablement de fortes continuités avec ceux de la période islamique. Les unités de base qui sont délimitées en 1182, les *rahals*, sont des circonscriptions de nature fiscale et administrative ; y évoluent des individus de statuts différents mais majoritairement propriétaires et soumis à l'impôt⁶⁶. Le diplôme ne documente donc pas l'existence de grands domaines fonciers, même

64 Fabiola Ardizzone, Rossella Giglio et Elena Pezzini, "Insediamento monastico a Marittimo in contrada 'Case Romane': nuovi dati," dans *Atti del XV Convegno Internazionale di Archeologia cristiana* (Toledo 2008) (Cité du Vatican : Pontificio Istituto di Archeologia Cristiana, 1254–1261) et, pour S. Gregorio d'Agrigente, Fabiola Ardizzone, "Le produzioni medievali di Agrigento alla luce delle recenti indagini nella Valle dei Templi," dans *Fornaci: tecnologie e produzione della ceramica in età medievale e moderna: Atti del XLII Convegno internazionale della ceramica Albisola* (Savona 29–10 maggio) (Albisola : Centro Ligure per la Storia della Ceramica, 2009), 277.

65 Un certain nombre de monastères sont attestés durant la période islamique dans les hagiographies et leur diplôme de « fondation » à la fin du XI^e siècle précise qu'ils se sont maintenus, ainsi de S. Filippo de Fragalà: Salvatore Pricoco, "Un esempio di agiografia regionale: la Sicilia," dans *Santi e demoni nell'Altomedioevo occidentale (secoli V–XI)* (XXXVI Settimana di Studio del Centro italiano di Studi sull'Alto Medioevo, Spoleto 7–13 aprile 1988) (Spolète : Centro italiano di Studi sull'Alto Medioevo, 1989), 319–380 et John Philip Thomas et Angela Constantinides Hero, eds., *Byzantine Monastic Foundation Documents: A complete Translation of the Surviving Founders' Typika and Testaments*, Dumbarton Oaks Studies 35 (Washington : Dumbarton Oaks Research Library and Collection, 2000), 621–636.

66 Sur la nature de ces divisions : cf. Annliese Nef, *Conquérir et gouverner la Sicile islamique aux XI^e et XII^e siècles* (Rome : École française de Rome, 2011), 408 et sq et 492 et sq.

si ces entités sont également territoriales et dessinent le cadre d'une mise en valeur agricole qui correspond le plus souvent au terroir d'une ou plusieurs localités. La superficie d'un certain nombre de *raḥals* et la répartition de leurs terres en grandes catégories d'exploitation sont précisées. Quelles sont donc ces données⁶⁷ ?

1.2.1 Superficies autour de 100–250 salmes⁶⁸

Casale Helkcilei : 40 salmes et autant *pascue*, p. 186⁶⁹

Casale Rahaluta : 240 salmes, p. 187

Hendulcini : 250 salmes et un morceau de *foresta*, p. 187

Terres du *dīwān* : 600 salmes, dont 200 *pascue*, p. 187

Casale Benbark : 120 salmes, p. 187

Rahalgidit : 150 salmes et de la *foresta*, l'arabe ajoute 50 salmes de pâturages, p. 188

Rahalamrun : 52 *pariccla*, dont 10 *non valent ad laborandum*, p. 188

Divisa inter casale Maraus et casale Buchinene : 50 salmes pour les Corléonais, p. 190

Casale Balat : 250 salmes, p. 190

Rahalmud : 200 salmes, p. 190 ; pas en arabe

Sykeki : 300 salmes, p. 190

S. Nicolaus de Churchuro : 4 *pariccla*, *scilicet ad seminaturam 120 salmarum* dans le *tenimentum* de Iato, p. 194

Hospitalis Sancte Agnes : 80 salmes, p. 198 ; pas en arabe

1.2.2 Superficies entre 500 et 1000 salmes cultivables

Maganuga : 1000 salmes, dont 970 cultivables, p. 181–182 ; 40 salmes relèvent de Cumeyt = 70 vilains

Beluyn : 1260 salmes, dont 300 non cultivables, p. 183

Une *divisa magna* dont fait partie Rahalmia (*wa-huwa jinān Bin Kināna*) : 5700 salmes, dont 500 pour Corleone, 200 pour Cefalà, 3000 pour Rahalmia et 2000 pour Bufurera, p. 184

Magagi : 1260 salmes, dont 300 *pascue*, p. 184

Summini : 7000 salmes, dont 800 cultivées et 200 *pascue*, p. 184

67 On donnera ici les références à la seule version latine, en mentionnant éventuellement les différences significatives avec la version arabe.

68 1 mudd = 1 salme = env. 1,75 ha.

69 Toutes les références de ce paragraphe et du suivant renvoient à Salvatore Cusa, *I diplomati greci ed arabi di Sicilia pubblicati nel testo originale: tradotti ed illustrati da Salvatore Cusa* (Palerme: Stabilimento tipografico Lao, 1868–1882).

Malvitum: 5000 salmes, dont 600 cultivables, p. 185

Corubnis Inférieur: 1000 salmes, p. 186

Corubnis Supérieur: 900 salmes, p. 186

Menzelsarcun: 900 salmes et terres *pertinentes ad homines Permenini*, p. 187

Lacamucka: 1000 salmes, dont 40 *pascue*, 20 aux hommes de la *duana*; *Lacamucka habet apud Desisium et apud Mut terras octoginta trium salmarum* (p. 217): 83 (*al-jumla alf wa-thalātha wa-'ishrīn mudd*, p. 188)

Martu: 897 salmes, dont 273 salmes de bois et pâturages; dont 15 pour les hommes de Partinico, p. 190

Les mentions portées par le document suggèrent qu'elles servaient au calcul de l'impôt, même si les catégories de terre ne sont pas toujours mentionnées et si la vigne n'apparaît pas. La distinction est faite entre *incultum*, pâturages et terres céréalicoles. Du point de vue de la superficie, ce qui frappe ici c'est à la fois l'hétérogénéité des situations et le fait que se détachent deux grands groupes en fonction de la taille des unités, même si nombre d'entre elles ne sont pas mesurées et si la répartition entre terres cultivables et *incultum* est loin d'être systématique, ce qui empêche de tirer des conclusions définitives. Un premier se concentre autour de 100–250 salmes, soit une superficie moyenne de 400 hectares environ; le second compte souvent autour de 1000 salmes cultivables et est en moyenne cinq fois plus étendu que les unités précédentes (env. 2260 hectares). La différence ne semble pas toujours liée à une proportion différente d'*incultum*, puisque même dans la seconde catégorie, les terres cultivables peuvent atteindre 97% de la surface du domaine (il est vrai dans un seul cas, celui de Maganuga). On a donc l'impression que ces unités ont été découpées afin de fournir un rendement fiscal donné et globalement équivalent, ce qui explique leur superficie variable mais située à l'intérieur d'une fourchette pour chacun des deux groupes. Toute la question est de savoir si elles prolongent l'existence de grands et de moins grands domaines de la période byzantine.

A priori, ces chiffres indiqueraient donc pour la période islamique des concentrations foncières bien plus importantes qu'à l'époque précédente, puisque même la première catégorie regroupe des entités dont la taille moyenne double de celle que l'on peut envisager pour les domaines pontificaux⁷⁰. Même en tenant compte du fait que l'estimation des surfaces proposées pour les domaines pontificaux repose sur une conversion entre revenus et superficies, toujours hasardeuse, et qu'elle suppose une qualité constante de la terre, les

⁷⁰ Voir ci-dessus n. 47.

unités de la région de Monreale en 1182 semblent bien plus considérables, même si l'on ignore en partie la proportion d'*incultum*. Deux éléments sont donc apparemment contradictoires: la taille des *raħals* d'une part et le statut de la majorité de leurs habitants qui versent l'impôt. Ceci suggère une réorganisation due à une évolution démographique, déclinante, à même de retourner le rapport de force en faveur des paysans.

L'étendue de ces unités évoque un mode d'exploitation nettement plus lâche qu'à l'époque byzantine. Dans un système d'exploitation fiscale semblable à celui de Byzance, elles auraient en effet rapporté environ 10000 *nomismata*, voire davantage là où les droits de propriété s'additionnaient au prélèvement fiscal. Or, on sait que le revenu total des impôts de la Sicile islamique et du tribut levé sur la proche Calabre, atteignait tout juste le double de cette somme au x^e siècle⁷¹: il est donc clair que le niveau de la pression fiscale à superficie égale est sans commune mesure entre les deux époques: elle a baissé à l'époque islamique. On va voir que ce constat s'accorde avec ce que l'on sait du mode d'enregistrement et des modalités d'exploitation des terres des dépendants de ces domaines à l'époque byzantine ainsi que de l'évolution de ces deux données que l'on devine à partir de la fin du viii^e siècle. Il est probable en effet que cette situation reflète un déclin démographique plutôt qu'un processus de concentration foncière, même si celui-ci en découle. S'y ajoute probablement une sorte de fossilisation de l'impôt, ajusté à la marge (cf. *infra*)⁷².

Cette moindre pression fiscale et cette relative amélioration de la condition paysanne semblent converger avec les informations livrées par des diplômes en faveur de S. Nicolas de Churchuro. S'il figure dans la liste ci-dessus au titre de 4 *pariccla*, soit 120 salmes, le monastère est connu par différents diplômes royaux⁷³ datés des années 1140, lesquels rapportent la concession de chaque *zawj/paricclum* à un foyer d'exploitants, soit si les équivalences sont justes, environ 50 ha par famille; le revenu fiscal tiré de ces hommes étant concédé à cette nouvelle fondation. Or, le *zawj* est, on le verra, l'unité fiscale de référence depuis l'époque islamique. On a donc l'impression que si la situation générale de la production agricole n'est probablement pas excellente en 1182

71 Jeremy Johns, "Una nuova fonte per la geografia e la storia della Sicilia nell'XI secolo: il *Kitāb Ġarā'ib al-funūn wa-mulaħ al-'uyūn*," *Mélanges de l'École française de Rome: Moyen Âge* 116, no. 1 (2004): 430 et 435. L'auteur anonyme reprend des passages entiers d'Ibn Ḥawqal, mais il comble une lacune du texte de ce dernier en donnant le chiffre du montant total de l'impôt sicilien et du tribut calabrais, soit 20 000 dinars.

72 Sur ce point, cf. Prigent, "Monnaie et circulation monétaire."

73 Cusa, *I diplomi greci ed arabi*, 28–30 (1149) et 34–36 (1154); sur ces documents cf. Jeremy Johns et Alex Metcalfe, "The Mystery at Chùrchuro: Conspiracy or Incompetence in the Twelfth-Century Sicily," *Bulletin of the School of Oriental and African Studies* 62 (1999): 226–259.

dans le Monréalais, la condition paysanne n'est pas nécessairement mauvaise. La question serait de savoir si, entre la période islamique et la fin de la période normande, la situation a connu une transformation radicale. Or, rien ne semble le suggérer. Il est toutefois vrai que les tensions et les persécutions des musulmans provoquent en général un départ vers le Monréalais, considéré comme le "refuge" musulman sicilien, et que cette relative bonne tenue ne caractérise probablement pas l'ensemble de l'île à la même période.

En outre, une caractéristique intrigante des documents d'époque normande a été récemment réexaminée à la lumière de ce que l'on sait de l'Italie péninsulaire méridionale y compris pour des périodes plus tardives⁷⁴. On se demandait jusqu'ici en effet pourquoi les lopins de terres des hommes inscrits sur les listes fiscales n'étaient mesurés que de manière exceptionnelle et jamais localisés (insistons sur le fait qu'il n'y a pas d'exception en Sicile jusqu'à la fin du XII^e siècle à ces deux traits pour les documents que nous connaissons). On avait émis l'hypothèse d'un système fiscal à la fois simple et souple (cf. *infra*) et de la libre installation des hommes sur une partie des terres, une pratique attestée encore à la fin de la période normande⁷⁵. Sandro Carocci permet de replacer cette spécificité dans le cadre de l'organisation agricole de l'Italie méridionale⁷⁶: il avance en effet que du Moyen Âge à l'époque moderne, dans le sud de l'Italie, sur les terres céréalicole l'impôt dû était proportionnel à la force de

74 Cette absence de limites et de superficies qui caractérise aussi la Syrie-Palestine à l'époque des Etats latins d'Orient a donné lieu à une controverse qui a opposé J. Prawer à C. Cahen. Ce dernier l'interprétait comme la preuve de l'existence de pratiques culturelles collectives, tandis que le premier y voyait le reflet d'une fiscalité reposant sur la responsabilité collective de la communauté rurale et utilisant comme unité de calcul la "charruée", qui équivaut alors au manse. Nous pencherions en faveur de l'hypothèse de J. Prawer, ce qui n'exclut pas, par ailleurs, que des pratiques agricoles collectives se soient développées en Orient; cf. Claude Cahen, "La communauté rurale dans le monde musulman médiéval," dans *Les communautés rurales*, vol. 3, *Asie et Islam*, Recueils de la Société Jean Bodin XLII (Paris: Dessain et Tolra, 1982), 23 et Joshua Prawer, "Palestinian Agriculture and the Crusader Rural System," dans *Crusader Institutions*, éd. Joshua Prawer (Oxford: Oxford University Press, 1980), 201–217.

75 Annliese Nef, "Conquêtes et reconquêtes médiévales: la Sicile normande est-elle une terre de réduction en servitude généralisée?" dans *Les formes de la servitude: esclavages et servages de la fin de l'Antiquité au monde moderne (Actes de la table ronde de Nanterre, 12 et 13 décembre 1997)*, *Mélanges de l'École française de Rome: Moyen Âge* 112, no. 2 (2000): 579–607.

76 Sandro Carocci, "'Metodo regressivo' e possessi collettivi: i 'demani' del Mezzogiorno (sec. XII–XVIII)," dans *Écritures de l'espace social: Mélanges d'histoire médiévale offerts à Monique Bourin*, éd. Didier Boisseuil, Pierre Chastang, Laurent Feller et Joseph Morsel (Paris: Publications de la Sorbonne, 2010), 541–556.

travail mobilisée (pas de bêtes, une bête, etc.) et non à la superficie cultivée qui n'est pas mentionnée parce que nombreuses étaient les terres sans exploitant stable.

On étendra volontiers cette pratique et son interprétation à la Sicile islamique et normande. Dans le document évoqué plus haut, le lopin (*zawj, paricclum*) confié aux paysans n'est ni localisé précisément, ni mesuré. Il est probable que l'évaluation de ce que devait chacun se faisait localement en fonction de l'étendue des terres non cultivées qu'il décidait d'exploiter. Ainsi, on a vu que dans le Monréalais la part de l'*incultum* était importante, une situation qui se prête à ce type de pratiques. On pourrait toutefois arguer que cette modalité d'exploitation peut être due à un recul de la population rurale datant de la période normande et non islamique ou plus exactement tardo-byzantine, mais si la documentation écrite ne permet pas d'écarter définitivement cette éventualité (sans qu'elle la conforte non plus), tous les indices archéologiques disponibles aujourd'hui s'opposent à une telle hypothèse⁷⁷.

L'extension à la Sicile de cette hypothèse d'un accès relativement ouvert à certaines terres dont la gestion (mais non la culture) est collective n'est pas incompatible avec l'hypothèse fiscale sur laquelle nous reviendrons plus bas, toutefois il convient d'en souligner toutes les conséquences. Cette situation, même si elle était minoritaire en Sicile, ce qui est impossible à établir, s'accompagne nécessairement de plusieurs éléments : elle suppose un monde relativement « vide en hommes, » ou du moins, pas complètement plein ; elle suppose que la continuité de la concession fiscale et donc des bénéficiaires de concessions n'est pas toujours assurée (et de ce point de vue les conquêtes arabo-musulmane, puis normande durent aller dans cette direction) et un État intéressé aux rentrées fiscales, mais plus soucieux d'efficacité que de respect des normes (cf. *infra*) ; elle suppose des communautés rurales fortes qui organisent la répartition des terres et des taxes (leur rôle dans la délimitation des terroirs et l'existence de structures collectives, telles que des greniers collectifs vont dans ce sens)⁷⁸ ; elle suppose, enfin, une « seigneurialisation » limitée de l'exploitation des terres rurales, confirmée par ailleurs pour la période normande, et dont on imagine mal qu'elle soit le fruit d'une « libération des paysans » promue par le nouveaux maîtres de l'île : elle doit donc remonter à une période antérieure.

77 On verra les articles de Salvina Fiorilla, Alessandra Molinari et Ilaria Neri, Alessandro Corretti *et alii* qui proposent des synthèses régionales dans *La Sicile à l'époque islamique, Mélanges de l'École française de Rome : Moyen Âge* 116, no. 1 (2004).

78 Arcifa, Bagnera et Nef, "Archeologia della Sicilia islamica."

Cette forte autonomie locale est encadrée par un réseau de localités, que l'on peut qualifier de bourgs, et qui sont des sièges administratifs d'*iqḷims*: ce maillage sert de relais aux centres urbains les plus importants. Rien dans les documents de la période normande ne suggère l'existence d'un centre domanial ni d'une "réserve,"⁷⁹ qui serait le cœur de l'exploitation. Il s'agit là d'une modification profonde par rapport à la période byzantine⁸⁰ et dont on ne peut penser qu'elle a été introduite au XII^e siècle.

Il serait dangereux de généraliser à outrance ce qui ne concerne qu'une région limitée et quelques cas précis, mais dans le Monréalais, proche de la capitale émirale, les caractéristiques de la période normande vont dans le sens de continuités avec l'époque islamique, laquelle y aurait introduit des modifications dans la gestion de la terre. Des indices suggèrent en effet le prolongement à la période normande d'une pratique antérieure proche de la concession fiscale existant en Islam, l'*iqṭā'*⁸¹, une situation que semble confirmer, au-delà du Monréalais, la définition du "fief première manière" en Sicile, identifié à juste titre à un "alleu en terre fiscale," combinant la jouissance large du bénéficiaire et l'intervention possible de l'État à tout moment⁸². Il est désigné en arabe par le terme de "*raḥal*" qui renvoie moins à un type d'habitat, comme on l'a longtemps cru, qu'à un type de concession⁸³.

Toute la question, à laquelle il n'est pas aujourd'hui possible de répondre, est de savoir si ces transformations débutent dès la fin du VIII^e–début du IX^e siècle, reflétant à la fois les conséquences de la confiscation des biens de l'Église et un recul du contrôle de l'État dans le cadre de la Sicile byzantine, ou si elles ne commencent qu'avec la domination islamique. Il est difficile de répondre à l'heure actuelle, mais les effets des troubles internes répétés ont dû se combiner avec l'incapacité de l'État à maintenir un système devenu trop complexe et nécessitant de régulières révisions de l'assiette fiscale des différents foyers.

Il est encore une fois impossible de généraliser les exemples connus à l'ensemble des régions siciliennes et ce qui précède doit donc être entendu comme

79 Guiseppe Petralia, "La 'signoria' nella Sicilia normanna e sveva: verso nuovo scenari?" dans *La signoria rurale in Italia nel medioevo: Atti del II Convegno di studi, Pise, 6–7 novembre 1998*, éds. Cinzio Violante, Maria Luisa et Ceccarelli Lemut (Pise: ETS, 2004), 217–254.

80 Sur le rôle de la *conduma*, cf. *infra*.

81 Nef, *Conquérir et gouverner*, 411–412.

82 Henri Bresc, "Le fief en Sicile: du don gratuit à la structuration de l'État," dans *Fiefs et féodalité dans l'Europe méridionale (Italie, France du Midi, Péninsule ibérique) du Xe au XIIe siècle: Toulouse et Conques, les 6–8 juillet 1998*, éd. Pierre Bonnassie (Toulouse: CNRS – Université Toulouse-le Mirail, 2002), 75–92.

83 Voir p. 15 et Nef, *Conquérir et gouverner*, 492 et sq.

un des cas de figure possibles, mais l'extension de certaines similitudes à l'ensemble de l'île (non description des lopins, absence de mention du montant des taxes, etc., cf. *infra*) suggèrent que le Monréalais n'était pas exceptionnel.

2 Grand domaine et fiscalité

2.1 *La fiscalité dans le cadre de la massa*

Au-delà de son poids dans le paysage rural, la *massa* s'impose peu à peu comme le principal relais de l'autorité du propriétaire dans les campagnes en s'affirmant comme un cadre essentiel du processus fiscal. On peut distinguer de ce point de vue une évolution en deux temps : tout d'abord, la *massa* s'impose comme cadre de l'enregistrement fiscal, puis elle devient le théâtre d'une activité de perception autopracte.

Comme on l'a dit plus haut, la *massa* est à l'origine un agrégat de *fundi*. Avec les réformes fiscales tétrarchiques et constantiniennes, ceux-ci s'affirment non seulement comme des unités d'exploitation, mais également comme des rouages essentiels du système fiscal, puisque c'est à ce niveau qu'intervient l'enregistrement fiscal des individus. Selon Domenico Vera, le *fundus*, et non la *massa*, disposerait donc d'une « personnalité fiscale » à même de définir l'*origo* de ceux qui y résident⁸⁴. Or, ce point, loin d'être acquis pour l'époque byzantine, va même à l'encontre du témoignage du *registrum* de Grégoire le Grand. Régulant divers aspects de la gestion des patrimoines de Rome, ce dernier indique clairement qu'un colon doit se marier au centre « domanial » de la *massa*, la *conduma*⁸⁵. La raison en est explicitement donnée à propos de l'accession à l'office de *defensor* d'un certain Pierre, *oriundus* de la *massa Iutelas*. Sa promotion ne libère nullement ses fils de leur obligation de résidence et de mariage sur le domaine, explicitement identifié ici à la *massa Iutelas*, auquel ils sont liés *ex condicione*⁸⁶. L'*origo* les rattache donc non au *fundus* mais à l'unité supérieure, la *massa*. Il ressort clairement de ces deux passages que c'est bien au niveau de la *massa*, et non plus du *fundus*, que s'opère vers 600

84 Vera, "Massa fundorum," 1011, sans méconnaître évidemment le témoignage du *Registrum*, met l'accent sur "La dominanza fiscale e catastale del fundus sulla massa." L'implication de la *massa* dans le processus fiscal résulterait uniquement du fait qu'elle rassemble des *fundi* qui constituent le véritable rouage du système fiscal.

85 *Registrum*, I, 42.

86 *Registrum*, IX, 129. Le pape rappelle au *rector Romanus* que l'accession à l'office de *defensor* de Pierre, *oriundus* de la *massa Iutelas* ne libère nullement ses fils de leur obligation de résidence et de mariage sur le domaine auquel ils sont liés.

l'enregistrement domiciliaire et que s'exprime le lien à la terre. Une évolution a donc clairement eu lieu. Or, on l'a dit, ce lien a une origine et des conséquences fiscales. La *massa* a donc acquis, à un moment malheureusement impossible à préciser, une personnalité fiscale puisqu'elle est à même de déterminer une *origo*. Cette évolution a toute les chances d'être advenue lors de la réforme de l'administration fiscale décrétée en 537 qui, en ôtant aux cités leurs responsabilités fiscales, au profit de l'office du comte du patrimoine d'Occident, donna l'occasion de remettre en cause les cadres de l'enregistrement fiscal⁸⁷. Malheureusement, on ne peut le démontrer. La logique de cette évolution qui conduit l'*origo* à dépendre non plus du *fundus*, mais de la *massa* semble essentiellement lié à une modification des modes d'exploitation foncière, on reviendra plus avant sur ce point dont l'importance ne saurait être surévaluée.

Contrairement à ce qui est souvent postulé dans la littérature moderne, il n'y a pas trace pour les premiers temps de la domination byzantine en Sicile d'un système d'autopragie, c'est-à-dire de dévolution au propriétaire des grands domaines d'une responsabilité directe en matière de perception fiscale⁸⁸ et, comme on va le voir, le registre de Grégoire le Grand indique même clairement que tel n'était pas le cas. À l'inverse, vers la fin du VII^e siècle, cette règle prévaut au moins sur les très grands patrimoines insulaires, tant de Rome que de Ravenne. Dans ce dernier cas, le *Liber pontificalis Ecclesiae Ravennatis*, recueil de «vies» des archevêques de Ravenne rédigé vers le milieu du IX^e siècle, mentionne expressément le versement aux empereurs de la quote-part d'impôt du produit des biens de cette Église revenant à l'État⁸⁹. Pour Rome, le *Liber pontificalis* indique que les agents de l'État saisissent les dépendants du pape pour obtenir les arriérés d'impôt dus par celui-ci ce qui n'a de sens que si le paie-

87 Sur cette réforme, Prigent. "La Sicile byzantine, entre papes et empereurs," 205–207.

88 La meilleure étude sur les mécanismes de la perception autopragie est l'analyse d'ensemble du cas d'Aphroditô offerte par Constantin Zuckerman, *Du village à l'empire: autour du registre fiscal d'Aphroditô (525/526)*, Travaux et Mémoires du Centre de recherche d'histoire et de civilisation de Byzance, Monographies 16 (Paris: ACHCByz, 2004).

89 Agnellus von Ravenna, *Liber Pontificalis*, éd. et trad. Claudia Nauerth, Münchener Beiträge zur Mediävistik und Renaissance-Forschung 15, Fontes Christiani 21, no. 1 (Munich: Arbo-Gesellschaft, 1996) (dorénavant *Liber pontificalis Ecclesiae Ravennatis*), § 111, 415: "(...) *solidorum aureorum triginta unum milia. Ex his quindecim milia in palatio Constantinopolitano et sedecim milia in archivo ecclesiae deportavit. Haec pensio omni anno solvebatur (...)*." Il est possible que dans le nord de l'Italie, cette pratique ait déjà été en vigueur dès le VI^e siècle, Jan-Olof Tjäder, *Die Nichtliterarischen Lateinischen Papyri Italiens aus der Zeit 445–700*, 2 vols. (Stockholm: Glerup, 1955–1982) (*Skrifter Utgiuna au Svenska Institutet i Rom*, 4^o, XIX: 2. *Acta Instituti Romani Regni Sueviae*, series in 4^o, XIX: 2), *P.Ital.* 2, 182.

ment est à sa charge⁹⁰. C'est également dans ce contexte qu'il faut interpréter le célèbre passage de Théophane (m. v. 818) indiquant que l'empereur Léon III (règne 717–741) ordonna que les patrimoines versent dorénavant leur dû à l'État et non à Rome⁹¹. L'évolution est donc sensible de 600 à 700 et le *registrum* de Grégoire le Grand permet d'en percevoir assez clairement la logique.

Une lettre clef du début du pontificat donne une image contrastée du processus de la perception fiscale sur les domaines de l'Église de Rome⁹². Tout d'abord les *actionarii*, agents de perception de l'impôt en or, sont clairement qualifiés de *publici*⁹³. Il ne s'agit pas d'hommes du pape. Les mesures édictées par le pontife lorsqu'il évoque leur action vont dans le sens de cette interprétation : Grégoire le Grand constate que le calendrier de la levée fiscale contraint ses *rustici* à vendre à perte leur production agricole⁹⁴. Il ordonne donc que le recuteur organise un système de prêts aux dépendants agricoles afin que ceux-ci puissent payer leurs taxes et rembourser ultérieurement le pontife⁹⁵. Il est clair

90 *Itemque et aliam direxit ut restituantur familia suprascripti patrimonii et Siciliae quae in pignere a militia detinebantur Liber pontificalis*, 85, 3, 369.

91 Voir Prigent, "Les empereurs isauriens," 557–594, *contra* Zuckerman, "Learning from the Enemy," 97, pour qui "From the fiscal point of view though, I see no purpose in creating a parallel perception on a "grand domaine" by the treasury, while keeping the owner in charge and in possession of the rent." La logique n'est pas économique, mais politique : les papes viennent d'orchestrer une "grève fiscale" en Italie. Sur ce point, Prigent, "Un confesseur de mauvaise foi."

92 *Registrum*, 1, 42.

93 Ainsi à propos de leur activité parallèle de créanciers des contribuables, *Registrum*, 1, 42 : *Quae dum de suo unde dare non habent, ab actionariis publicis mutua accipiunt et gravia commoda pro eodem beneficio persolvunt*. Qu'il s'agisse de la perception de l'impôt en or découle du nom même de la taxe, *burdatio* (de *burdo*, mulet) qu'il convient de rapprocher de la forme hellénisée *chrysos bourdonôn*, l'"or des mules," l'une des multiples petites taxes militaires levées au Bas-Empire dont l'agglomération progressive détermina à terme l'apparition de ce que Jean-Michel Carrié appelle "l'impôt militaire combiné" (notamment, Jean-Michel Carrié, "L'état à la recherche de nouveaux modes de financement des armées (Rome et Byzance, IV^e–VIII^e siècles)," dans *The Byzantine and Islamic Near East*, vol. 3, *States, Resources, Armies*, éd. Averil Cameron, Studies in Late Antiquity and Early Islam 1 (Princeton : Darwin Press, 1996), 27–60). Sur ce dernier point, Prigent, "La Sicile byzantine (VI^e–Xe siècle)," 1092–1095.

94 *Registrum*, 1, 42 : *Praeterea cognovimus quod prima illatio burdationis rusticos nostros vehementer angustet, ita ut priusquam labores suos venundare valeant, compellantur tributa persolvere*.

95 *Unde praesenti admonitione praecepimus ut omne, quod mutuum pro eadem causa ad extraneis accipere poterant, a tua experientia in publico detur et a rusticis ecclesia paulatim ut habuerint accipiat, ne, dum in tempore coangustantur, quod eis postmodum sufficere in inferendum poterat, prius compulsi vilis vendant et horreis minime sufficiant*.

que si la perception relevait des agents du pape cette mesure n'aurait aucun sens. Pourtant, dans la même lettre, on rencontre le cas particulier de l'un de ces agents de perception de l'impôt en or⁹⁶. Celui-ci s'étant mal acquitté de sa tâche, l'Église de Rome a dû verser les sommes manquantes à l'administration impériale et a saisi en retour les biens du perceuteur, sans que l'on sache s'il était malhonnête ou simplement incapable⁹⁷. Quelle leçon tirer de ces informations contradictoires?

Le grand propriétaire fournit à l'administration l'agent de la perception qui pèse sur ses terres et en cautionne l'activité. Toutefois, le perceuteur est bien chargé d'une mission publique, il ne prélève pas au nom du pape, mais de l'État. Il n'en est pas moins nommé, et sans doute rémunéré, par le pontife et il est probable que nous sommes ici dans le cadre d'obligations de nature liturgique. Ce passage évoque donc les obligations qu'assumaient vis-à-vis de l'État les fameux *oikoi* égyptiens⁹⁸. Dans la sélection de ces agents doit intervenir en parallèle un contrat qui protège le propriétaire contre les malversations et les maladresses des hommes qu'il adresse à l'administration, ce qui expliquerait la capacité des agents du pape à saisir les biens du perceuteur en cas de défaillance. Or, certains papyrus de la maison des Apions reflètent des procédures proches, des individus s'engageant à lever l'impôt sur les terres de ces magnats, en en gageant le produit sur leurs propres biens⁹⁹. L'intérêt

96 *Registrum*, 1, 42: *Cognovimus etiam rusticos burdationis dationem quam iam ad eis exactam Theodosius minime persolverat terum dedisse, ita ut in duplo exacti sint.* C'est à tort que l'on a voulu en faire un *conductor*, voir Cracco Ruggini, "La Sicilia," 561; Recchia, *Gregorio Magno*, 20, n. 64. Les éditeurs de la *Prosopographie Chrétienne du Bas-Empire*, 11, Theodosius 3, 2181–2182, sont plus prudents: "très probablement *conductor*." Toutefois, la mention de la *burdatio* le rapproche clairement des *actionarii publici* mentionnés plus haut dans la lettre.

97 *Quod ideo factum est, quia eius substantia ad debitum ecclesiae non sufficebat. Sed quia per filium nostrum Servuum dei diaconum edocti sumus quod ex rebus substantiae eius possit hoc ipsum damnum sufficienter resarciri, volumus quingentos septem solidos eisdem rusticis sine aliqua imminutione restituti, ne in duplo videantur exacti.*

98 Gascou, "Les grands domaines," 16–19.

99 *P.Oxy.* LXII 4350 (22 juillet 576) mentionne trois individus qui prennent à leur charge la perception des impôts sur une partie des terres des Apions, se déclarant prêts à lever πάντα τὰ δημόσια de la dixième indiction, à leurs propres risques (κινδύνῳ ἡμῶν καὶ τῆς ἐκάστου ἡμῶν ὑποστάσεως). Ils y apparaissent solidairement responsables de la somme et des arriérés, s'engageant à verser le produit de la collecte à l'*endoxos oikos*. Évidemment, celui-ci transfère ultérieurement ce produit fiscal aux caisses publiques. Tout comme celle de ces Égyptiens, l'activité de Theodosius consisterait donc à percevoir un impôt public sur un domaine privé en gageant sa fortune personnelle auprès du propriétaire qui l'emploie dans cette tâche. La différence est ici que sa dimension d'agent public est plus nettement marqué, en raison sans doute de l'organisation administrative spéciale de la Sicile,

financier des individus choisis apparaît clairement dans la lettre déjà mentionnée de Grégoire : s'il organise un système de prêt aux *rustici*-contribuables, c'est pour éviter que ceux-ci n'aient à s'endetter auprès des percepteurs eux-mêmes, lesquels trouvent certainement dans cette activité annexe de prêteurs d'appréciables occasions de profit¹⁰⁰.

Deux autres points doivent être soulignés. Tout d'abord, l'*origo* fiscale étant établie au niveau de la *massa*, c'est celle-ci qui doit nécessairement servir de cadre à la perception. Deuxièmement, on perçoit aisément comment le système de prêt aux *rustici* conçu par le pape peut évoluer vers une responsabilité fiscale directe du propriétaire envers l'État. Cela revient simplement à sauter à terme l'étape du prêt individuel aux dépendants¹⁰¹. Au cours du VII^e siècle, on est passé de l'intervention ponctuelle suite à un problème individuel à une substitution systématique du propriétaire à l'exploitant. Cette évolution a dû contribuer à renforcer considérablement l'influence du pontife dans l'île, on va y revenir.

Un dernier point qui pourrait avoir favorisé l'affirmation du rôle du pontife dans la perception est le contrôle que ces agents exercent sur les poids et mesures, lesquels sont bien évidemment indispensables aux paiements¹⁰². Il apparaît en effet très clairement que les setiers utilisés pour les céréales sont aux mains des *defensores* de l'Église de Rome. Cela donne d'ailleurs lieu à de multiples exactions, ces agents ayant recours, le cas échéant, à des mesures outrageusement truquées, d'une contenance parfois supérieure de plus d'un tiers à la norme¹⁰³. Quoi qu'il en soit, ici le grand propriétaire exerce un pouvoir

où le processus fiscal n'est pas à la charge des cités, mais du comte du patrimoine pour l'Occident.

100 La levée de l'impôt en or ne permet pas en effet de jouer sur les systèmes de mesure, un abus habituel de la part des responsables de la levée des loyers et des taxes.

101 Dans le cas exposé par Grégoire le Grand, on en est encore au prêt individuel, même si le versement est fait directement à l'État et non au cultivateur qui le reverserait ensuite à l'État. En effet, l'ordre du pape ne concerne que les cultivateurs qui, individuellement, ont rencontré des difficultés.

102 On sort ici bien évidemment du domaine de l'impôt en or, mais l'État se réservait toujours le droit de passer d'un système à l'autre, l'adération s'affirmant progressivement car plus pratique, au fur et à mesure que le degré de monétarisation de l'économie en permet le développement.

103 *Registrum*, I, 42: *Valde autem iniustum et iniquum esse perspeximus ut ad rusticis ecclesiae de sextariaticis aliquid accipiat, ut ad maiorem modium dare compellantur, quam in horreis ecclesiae infertur. Unde praesenti admonitione praecipimus ut ad plus quam decem et octo sextariorum modium numquam a rusticis ecclesiae frumenta debeant accipi (...)*. Néanmoins, on retrouve en 603 la dénonciation de l'usage de *modius* de vingt-cinq setiers, entraînant une surcharge de l'ordre de 38 % pour le *rusticus*: *Registrum*, XIII, 35;

quasi discrétionnaire sur les prélèvements. On comprend donc que se soient multipliés dans les campagnes les faux *defensores* se faisant passer pour des agents de Rome¹⁰⁴. Ce qui est moins clair est à quel titre ces *defensores* sont dépositaires des mesures : cela relève-t-il des prérogatives ordinaires d'un propriétaire ? Est-ce un privilège des papes en tant qu'ils sont astreints à un certain nombre de tâches annonaires en faveur de Rome pour le compte de l'État (ce qui leur donne notamment le droit de se prévaloir de la *coemptio*¹⁰⁵ par exemple ou de navires publics)¹⁰⁶ ? Extension de leurs prérogatives épiscopales, les évêques étant les dépositaires normaux des mesures ? Il est impossible de trancher entre ces différentes hypothèses.

La seule évolution marquante que l'on perçoive ultérieurement est l'adoption vers la fin du VII^e siècle d'une nouvelle unité d'assiette basée sur le coût d'entretien d'un cavalier¹⁰⁷. Toutefois, le choix de libeller les dégrèvements fiscaux en terme d'unité d'assiette plutôt que de sommes fixes indique que l'on est encore dans le domaine de la fiscalité de répartition et non de quotité, bien qu'il ait été défendu que, à la même date l'empire a déjà entrepris de se doter d'un cadastre censé fournir la base au passage à l'impôt de quotité¹⁰⁸. Il est même possible que le système ancien ait continué à fonctionner jusque dans les années 780, si l'on en croit la définition que les lettres pontificales donnent à cette date des fonctions des agents fiscaux de l'empire¹⁰⁹. Bien estimer la valeur de ce témoignage présuppose évidemment d'admettre que les pontifes

Domenico Vera, "Forme e funzione della rendita fondiaria nella tarda antichità," dans *Società romana e impero tardo-antico*, vol. 1, *Istituzioni, ceti, economie*, éd. Andrea Giardina (Rome/Bari: Laterza, 1986), 441, calcule 56 %, mais le pape reconnaît deux setiers en surtaxe.

104 *Registrum*, I, 68.

105 L. Cracco Ruggini a été la première à mettre ce phénomène en lumière, de nouveau d'après la fameuse lettre *Registrum*, I, 42. Voir Ruggini, *Economia e società*, 256–257. Voir également Jean Durliat, *De la ville antique à la ville byzantine: le problème des subsistances* (Rome: École française de Rome, 1990), 155–156.

106 Sur les *naves commandatae sanctae ecclesiae*, voir Prigent, "La Sicile byzantine (VI^e–X^e siècle)," 444.

107 Les dégrèvements fiscaux concédés par les empereurs s'expriment en *annonacapita*. Ce terme renvoie normalement à la fiscalité et désigne le produit nécessaire à l'entretien d'un soldat (*annona*) et de son cheval (*capitum*). Les impôts du propriétaire sont estimés dans cette unité qui doit correspondre à une unité d'assiette théorique, à même de produire environ 8 *nomismata*. La création de ce mot-valise évoque aussi le passage à une pleine adération (sur ces points, Prigent, "La Sicile byzantine (VI^e–X^e siècle)," 1102–1107).

108 Nicolas Oikonomidès, "De l'impôt de distribution à l'impôt de quotité à propos du premier cadastre byzantin," *Zbornik radova vizantološkog instituta* 26 (1987): 9–19.

109 *Codex Carolinus*, éd. W. Gundlach, *Monumenta germaniae Historica*, Epistolae III, Epistolae Merovingici et Karolini aevi (Berlin: A. Hiersemann, 1892), no. 82, 616, l. 12: *cum diucitin, quod Latine dispositor Siciliae dicitur*.

avaient connaissance du système impérial: on se souviendra donc que la saisie de leurs biens siciliens n'est antérieure que de quelques décennies à cette date¹¹⁰. Or, le pape, évoquant la figure du diocète, considéré par les spécialistes de la période mésobyzantine comme le responsable de la perception, le définit comme un *dispositor*, c'est-à-dire le responsable de l'évaluation de l'assiette fiscale des propriétaires dans le système de répartition de la charge de l'impôt en vigueur au Bas-Empire¹¹¹. Il n'y a pas lieu de s'étendre trop longuement sur ce point, mais une telle interprétation de la nature des fonctions du diocète jusque dans la seconde moitié du VIII^e siècle permet de résoudre certains problèmes posés par les sources sigillographiques qui sont à peu près les seules à documenter ce fonctionnaire pour les VII^e–VIII^e siècles¹¹². Contentons-nous de dire ici que les seules informations dont on dispose pointent vers le maintien d'un système de répartition fondée sur une estimation des patrimoines en termes d'unités d'assiette fiscale abstraites reposant sur la propriété foncière.

Sur ce point, l'évolution entre la période byzantine et la domination islamique, dont les principes fiscaux sont prolongés par les Normands, paraît limitée.

2.2 La fiscalité rurale à l'époque islamique

Sans nous autoriser à dresser un tableau précis de la fiscalité islamique, les informations dont nous disposons permettent d'apporter des éléments sur un certain nombre de questions telle la nature du cadre du prélèvement fiscal, la proportion des principes relevant des méthodes de répartition et de quotité dans le système fiscal sicilien, les indices de l'islamisation¹¹³ de l'imposition en Sicile.

110 La saisie des patrimoines intervient au début des années 740. Voir Prigent, "Les empereurs isauriens."

111 *Dispositor* ne renvoie pas à un simple percepteur, mais au responsable de la *dispositio*, c'est-à-dire du document posant les bases du calcul des obligations fiscales des contribuables: Walter Goffart, "Merovingian polyptichs: reflections on two recent publications," *Francia* 9 (1981): 71–73.

112 Une responsabilité en matière cadastrale expliquerait au mieux les ressorts très hétérogènes que l'on voit rattachés aux différents diocètes. De telles missions sont en effet ponctuelles et leur cadre géographique peut parfaitement ne pas correspondre à un ressort administratif canonique, par exemple lorsqu'une nouvelle estimation est mise en œuvre dans une zone victime d'une invasion. Sur les diocètes mésobyzantins et les problèmes d'interprétation que posent leurs sceaux, voir Wolfram Brandes, *Finanzverwaltung in Krisenzeiten: Untersuchungen zur byzantinischen Administration im 6.–9. Jahrhundert*, *Forschungen zur byzantinischen Rechtsgeschichte* 25 (Frankfurt-sur-le-Main: Löwenklau, 2002), 205–225.

113 "Islamisation" est ici entendu dans un sens large et renvoie à des évolutions tant culturelles

Les données disponibles pour la période islamique documentent pour l'époque fatimide (début x^e–mi-xi^e siècle) une administration fiscale articulée, même si la fiscalité pesant sur les campagnes échappe en grande partie à l'historien¹¹⁴. Al-Dawūdī est l'auteur qui aborde le problème le plus directement, mais il se contente d'y décliner l'idée que la Sicile, à l'instar de l'ensemble de l'Occident musulman, n'est pas régie par des règles conformes au droit islamique car la conquête y aurait été accompagnée d'usurpations et autres accaparements de terres. Il évoque également la *jizyat al-arḍ* («la taxe de la terre» littéralement) et la *jizya 'alā al-jamā'im* («la taxe sur les crânes» littéralement), deux expressions communes pour désigner le *kharāj* et la *jizya*, qui sont levées en Sicile, en précisant qu'elles ne devraient plus être payées en cas de conversion¹¹⁵. Il en reste donc à un niveau extrêmement théorique.

En dehors de ces informations, la fiscalité d'âge islamique, en particulier rurale, est éclairée lors de tensions qui se font jour au début du xi^e siècle, ainsi que le relate le seul *Nihāyat al-'arab* d'al-Nuwayrī (m. 733/1333). L'épisode se déroule en 1019–1020 : l'émir Ja'far b. Yūsūf (en activité 998–1019) abdicque, accusé d'avoir désigné un responsable de la fiscalité qui aurait tenté de mettre en application le principe de la levée d'une dîme (*'ushr*) sur les productions agricoles des habitants :

Ḥasan b. Muḥammad b. al-Bajā'ī (...) avait conseillé à Ja'far de lever en Sicile la dîme sur les grains et les productions de la terre, comme on le faisait dans les autres pays; elle n'avait jamais été introduite en Sicile où l'on avait l'habitude de prélever sur chaque charruée (*zawj*) de terre un montant invariable quelle que fût la récolte¹¹⁶.

Si l'on en croit al-Nuwayrī, le changement voulu par Ja'far aurait entraîné le passage d'une assiette évaluée par rapport au rendement moyen d'une superficie à un impôt pesant sur la récolte annuelle réelle. Au-delà de la norme islamique en matière de fiscalité, on peut penser que ce qui motivait la réforme fatimide, ici comme en Ifrīqiya, était le rendement de l'impôt. La question est de savoir

que sociales, économiques et politiques, cf. Dominique Valérian, éd., *Islamisation et arabisation de l'Occident musulman médiéval (vii^e–xi^e Siècle)* (Paris: Publications de la Sorbonne, 2011).

114 Nef, "La fiscalité islamique en Sicile."

115 Abdul Wahab et Dachraoui, "Le régime foncier," 411, 431.

116 Michele Amari, éd., *Biblioteca arabo-sicula* (version arabe) (Rome/Turin: Ermanno Loescher, 1880–1881), rééd. revue par U. Rizzitano (Palerme: Edizione nazionale delle opere di Michele Amari. Serie arabistica, 1994), 2, 496 et Michele Amari, éd., *Biblioteca arabo-sicula* (version italienne) (Rome/Turin: Ermanno Loescher, 1880–1881), rééd. anastat. (Catane: Dafni, 1982), 2, 138.

à quelles modalités fiscales renvoie cette rapide description : doit-on penser qu'elle correspond à la réalité, qui serait surprenante dans n'importe quel système fiscal, ou qu'elle simplifie une imposition somme toute assez proche de celle documentée dans l'espace byzantin ? Elle est en effet compatible avec un mélange, somme toute banal, entre un impôt de répartition devenu fixe, en l'absence d'enquête régulière, et évalué par rapport à une assiette théorique, ce qui correspond assez bien à ce que l'on vient de voir pour la fin de la période byzantine en Sicile¹¹⁷, et un principe de quotité qui devait jouer à la marge au niveau local, ainsi que le suggèrent les hypothèses avancées plus haut au sujet de l'exploitation des terres. Le conflit semble tourner autour de la réforme de modalités de perception de l'impôt foncier d'origine byzantine, devenues peu efficaces en terme de rendement fiscal. On trouve donc ici une confirmation indirecte de l'atténuation de la pression fiscale à l'époque islamique que l'on a décrite plus haut et à laquelle les contribuables ne semblaient pas prêts à renoncer¹¹⁸. La tentative avortée de 1019–1020 resta en effet sans lendemain.

Dans le domaine de la fiscalité également, nos informations proviennent surtout des documents de la période normande. Dès la fin du XI^e siècle, en effet, la fiscalité apparaît répartie en deux impôts principaux (*jizya* ou impôt de capitation et *qanūn* ou taxe foncière) qui pèsent sur des foyers énumérés dans les listes appelés *jarā'id*¹¹⁹. Lorsqu'ils sont détaillés sur la liste elle-même, ce qui est le cas par deux fois seulement en 1095 et en 1177¹²⁰, le premier est évalué en taris (ou quarts de dinars), tandis que le second l'est en volume de céréales. Les "nouveaux mariés" (*mutazawwijūn* en arabe et *neokamoi*, i.e. *neogamoi*, en grec), attestés dès 1095¹²¹ – et qui renvoient donc à une organisation antérieure, islamique –, d'une part, et les fils et les frères d'individus cités dans la liste principale, de l'autre, sont parfois énumérés séparément, ce qui permet sans doute

117 On a vu que l'achèvement de la conquête sicilienne devait être datée de 976, il est probable que ici comme ailleurs à des dates plus précoces dans le domaine islamique la réforme de la fiscalité ait pris une ou deux générations.

118 Ici aussi, le rythme lent de mise en place d'une fiscalité plus lourde rappelle celui mis en évidence pour les débuts de l'Islam.

119 Pour tout ce passage désormais bien établi ; nous nous contentons de renvoyer à Johns, *Arabic Administration*, et à Nef, *Conquérir et gouverner*.

120 Cusa, *I diplomi greci ed arabi*, 1–3 et Jeremy Johns, "Sulla condizione dei musulmani di Corleone sotto il dominio normanno nel XII secolo," dans *Byzantino-Sicula IV: Atti del I Congresso Internazionale di archeologia della Sicilia bizantina* (Palerme : Istituto siciliano di studi bizantini e neoellenici, 2002), 275–294, qui en propose une nouvelle édition.

121 Cusa, *I diplomi greci ed arabi*, 1–3.

de distinguer la création de nouvelles unités économiques (bénéficiant d'un dégrèvement provisoire?). Enfin, le prélèvement n'est pas le même pour tous. On distingue à l'époque normande les chrétiens et les juifs, comme dans la fiscalité islamique, que les Hauteville se sont contentés de retourner. Les veuves et les aveugles apparaissent sur des listes annexes et bénéficient sans doute d'un allègement, dont le montant est inconnu, mais systématique.

On a vu que l'impôt foncier ne devait pas avoir connu de bouleversement majeur sous la domination islamique, rien ne permet en revanche de déterminer si, en Sicile, le processus de mise en place de la *jizya*, entendu comme un impôt de capitation, a été progressif, transformant peu à peu le *kapnikon* byzantin qui existait depuis le VIII^e siècle, ou si le processus fut plus soudain¹²².

Le cadre de la perception, et donc de la solidarité fiscale qui, par le biais de l'interdiction de déplacement, peut tendre à se transformer en attache à la terre, est le *raḥal* comme nous l'avons vu. La liste établie plus haut montre en outre que si les terres d'un *raḥal* peuvent être cultivées par des paysans rattachés à d'autres unités, le fait est mentionné dans les documents. Cela confirme que les impôts sont levés dans le lieu où chacun vit et que la solidarité fiscale de chaque communauté est une réalité encore à cette période, car ces mentions seraient autrement inutiles. La mention des "nouveaux mariés" reflète le lien fiscal au *raḥal*. Enfin, les hommes énumérés dans les *jarā'id* de Sicile aux XI^e–XII^e siècle relèvent de statuts différents¹²³, mais une bonne partie semblent être des propriétaires ou des *possessores*, l'exploitation de la terre faisant du paysan un contribuable si son statut n'y est pas contraire et ce même s'il n'est pas propriétaire de toutes les terres qu'il exploite (cf. *supra*). Tout se passe comme si, en cas de mise en valeur d'une terre non exploitée dans le cadre de la communauté rurale, c'était le statut de la terre qui importait.

3 Le contrôle de la main d'œuvre rurale

3.1 *Le cadre byzantin*

De nouveau, notre connaissance des réalités de la Sicile byzantine dans le domaine commence et s'arrête au domaine pontifical. En outre, on s'intéres-

122 C'est là en effet une des grandes différences avec les premières conquêtes (de la Syrie et de l'Égypte notamment) : la question de l'introduction d'une nouvelle taxe, de capitation, ne se pose pas.

123 Nous ne revenons pas sur ce point, sur lequel, cf. désormais Nef, *Conquérir et gouverner*, 498 et sq.

sera ici à la part du domaine ecclésiastique sur lequel les papes et leurs agents exerçaient un contrôle effectif, en mettant de côté les terres concédées en emphytéose. Signalons tout au plus que Grégoire le Grand semble hostile à cette solution¹²⁴. Après 535, les destructions de la guerre gothique, à laquelle succède immédiatement l'invasion lombarde, ont renforcé considérablement le poids des biens siciliens dans la fortune pontificale¹²⁵. Or, la situation démographique ne rend pas inévitable l'emphytéose et ils sont donc gérés d'aussi près que possible¹²⁶. La dimension politique de l'emphytéose comme mode de constitution de clientèles aristocratiques ne semble pas retenir ici l'attention du pontife¹²⁷, sans doute parce qu'il dispose déjà dans l'île, par d'autres voies, d'une influence dominante¹²⁸.

L'étude du grand domaine en Sicile à la fin de l'antiquité a souffert, de façon globale, du présupposé d'une domination presque exclusive du colonat, entendu comme une forme de dépendance quasi servile¹²⁹. Une lecture attentive des lettres de Grégoire révèle pourtant une grande diversité de statuts et

- 124 *Registrum*, I, 70 reflète bien la prudence du pape vis-à-vis de cette pratique. De façon générale, s'il est normal que le *Registrum* n'aborde pas la gestion des biens concédés en emphytéose, on ne peut qu'être frappé, en revanche, par l'absence de références directes ou indirectes aux concessions elles-mêmes (exception claire, mais au sein du "patrimoine des pauvres" puisque concernant un arrangement entre le patrimoine et un monastère placé dans la dépendance du recteur, *Registrum*, III, 3). Les biens siciliens sont à la fin du VI^e siècle trop vitaux pour Rome pour que de telles aliénations de fait soient encouragées.
- 125 Dès le milieu du VI^e siècle, le pape Pélage I^{er} écrivait que, l'Italie étant ruinée, Rome vivait essentiellement des îles (Pelagius I, *Epistolae*, éd. Pius M. Gasso et Claudia M. Battle (Montserrat: Abbaye de Montserrat, 1956), no. 85). Or, bien évidemment, le poids économique respectif de la Corse, de la Sardaigne et de la Sicile dans le domaine agricole met en lumière la dépendance de l'*Urbs* vis-à-vis de cette dernière.
- 126 Jusque dans la première moitié du VIII^e siècle, la Sicile bénéficie de flux migratoires positifs venus d'Afrique, d'Italie, des Balkans, de l'Orient.
- 127 Brunon Andreolli, "Le enfiteusi e i livelli del *Breviarium*," dans *Ricerche e studi sul Breviarium Ecclesiae Ravennatis (codice Bavaro)*, éd. Augusto Vasina, Sylviane Lazard, Giovanni Corini et Antonio Carile, *Studi Storici* 148–149 (Rome: Istituto storico italiano per il medioevo, 1985), 163, 172.
- 128 On trouvera une description des bases du pouvoir pontifical en Sicile dans Prigent, "La Sicile byzantine, entre papes et empereurs."
- 129 Sur ce thème, voir la mise au point historiographique et les positions très fortes de Jean-Michel Carrié, "Colonato del Basso-Impero: la resistenza del mito," dans *Terre, proprietari e contadini dell'impero romano dall'affitto agrario al colonato tardoantico*, éd. Elio Lo Cascio (Rome: La Nuova Italia Scientifica, 1997), 75–150, en faveur d'une définition exclusivement fiscale du colon. Jairus Banaji insiste toutefois sur la dépendance des exploitants, mais il convient de distinguer droit et fait (Jairus Banaji, "Lavoratori liberi e residenza coatta: il colonato romano in prospettiva storica," dans *Terre, proprietari e contadini dell'impero romano dall'affitto agrario al colonato tardoantico*, éd. Elio Lo Cascio (Rome: La Nuova Italia Scientifica, 1997), 253–280, notamment 258 sur l'absence d'opposition entre travail forcé

des stratégies différenciées de contrôle de la main d'œuvre. On n'insistera pas sur les esclaves, qui tiennent peu de place, car la question de leur contrôle ne se pose guère, du moins en droit.

Le colonat classique n'est évidemment pas absent, mais on ne le perçoit dans les lettres du pontife (à, peut-être, une exception près)¹³⁰ que lorsque les conséquences de son statut légal entrent en jeu : l'attachement à la terre héréditaire ou intervenant au terme de 30 ans de location d'une même terre¹³¹, le droit du *dominus* sur le pécule¹³², l'interdiction d'accéder à certains statuts, l'interdiction faite au propriétaire de déplacer un colon qui relève de son autorité entre deux de ses domaines, etc¹³³. En dehors de ces situations précises, le terme *rusticus* qui est utilisé pour désigner les exploitants met l'accent sur leur fonction et non sur leur statut légal¹³⁴.

Les lettres du pontife confirment néanmoins le renforcement du pouvoir coercitif du propriétaire sur les colons inscrits dans son domaine. Dans une lettre introduisant auprès des dépendants ruraux un nouveau *rector*, c'est-à-dire le responsable en chef des patrimoines à l'échelle de l'île, le pape rappelle que ce dernier détient le pouvoir de punir sévèrement ceux qui désobéissent et ceux qui tentent de devenir contumaces et qu'il est chargé d'éviter que les dépendants volent ou commettent des actes de violence¹³⁵. Il y a ici un pouvoir de fait, à l'évidence sanctionné par le droit, car il s'agit d'une lettre officielle et Grégoire est, de façon générale, extrêmement pointilleux sur les droits des individus, fut-ce au détriment de son Église. La question du contrôle est donc ici réglée par le droit. On signalera pour finir que cette dépendance est tempérée par un sentiment de responsabilité certain, puisque le pape octroie aussi des pensions aux colons qui ne peuvent plus travailler pour vivre¹³⁶. D'une certaine manière, le colon est perçu autant comme une charge que comme un

et statut libre). En dernier lieu, Peter Sarris, *Economy and Society in the Age of Justinian* (Cambridge : Cambridge University Press, 2006), 36–43.

130 *Registrum*, XIII, 35.

131 Par exemple, *Registrum*, IV, 21 ; *Registrum*, IX, 129. De façon indirecte, citons le cas du *colonus ecclesiae nostrae Argentius*. Grégoire le Grand ordonne de *reddere ei sine aliqua mora vel excusatione* un petit lopin *quam tenuit* et de le lui confier libre de charge *diebus vitae suis* (*Registrum*, IX, 37). Le terme n'est pas utilisé ici au hasard car seul le statut de colon permet une telle assignation viagère. En effet, dans le cas d'un locataire indépendant, cette concession revenait à le condamner à terme à être attaché au sol.

132 *Registrum*, I, 42.

133 *Registrum*, IV, 21.

134 Pourtant, dans l'index des *MGH*, on trouve l'entrée '*rusticus* (cf. *colonus*)', reflet de la prépondérance d'une certaine historiographie.

135 *Registrum*, IX, 30.

136 *Registrum*, IV, 28 : don de deux trémises annuels à un colon aveugle fils de colon.

atout, surtout quand, dans le cadre d'une phase économique dynamique, ses prérogatives en matière de fixité de versements finissent par le rendre encombrant¹³⁷.

Dans la lettre annonçant la nomination d'un nouveau *rector*, une seconde catégorie d'individus est assimilée aux colons pour ce qui est de la soumission à ce représentant du pape¹³⁸. Ce sont les *familiae massarum et fundorum*. Ces individus sont juridiquement soumis à l'autorité du pape, indépendamment du droit colonnaire. *A priori*, ils semblent s'identifier aux *commendati*, qui, de leur propre chef, demandent à passer sous le for ecclésiastique en intégrant la *familia* du pape¹³⁹. Leur statut n'est pas très clair, mais il n'est pas servile et ceux qui en relèvent ne travaillent pas nécessairement le sol¹⁴⁰. Il s'agit plutôt d'une forme de patronage et le processus s'accompagne de la dévolution de leurs biens à l'Église qui, au moins dans certains cas, leur verse une rente, une *annua continentia*¹⁴¹. L'assimilation aux colons vient peut-être du fait que dans bien des cas, ils sont destinés à terme à intégrer cette catégorie : l'une des raisons qui poussèrent les empereurs à décréter le passage sous condition colonnaire au terme de 30 ans de location d'une même terre était le souci de limiter les stratégies des petits propriétaires consistant à transférer leurs terres à un puissant patron en échange de baux à très long terme leur assurant de demeurer sur leurs terres¹⁴². Le phénomène doit être replacé dans le contexte économique sicilien du temps, qui se caractérise par une lutte au couteau pour la terre entre l'État, l'Église et l'aristocratie appauvrie, notamment les sénateurs repliés d'Italie¹⁴³. Quoi qu'il en soit de ce dernier cas, les *commendati*

137 La question de la fixité de la rente est complexe ; il faut évidemment distinguer colons et locataires, Prigent, "La Sicile byzantine (VIe–Xe siècle)," 478–486.

138 *Registrum*, IX, 30.

139 Voir par exemple le cas du *negotiator* Liberatus qui, résidant sur la *massa Cinciana* des patrimoines romains, se *Ecclesiae commendavit* (*Registrum*, I, 42).

140 Liberatus, tout juste mentionné, est ainsi marchand.

141 L'ordre de verser la *continentia* au *rector* est ainsi formulé : *Cuius continentiae summam ipse aestima qualis esse debeat, ut renuntiata nobis in tuis possit rationibus imputari* (*Registrum*, I, 42).

142 Sur tous ces points, on renvoie à la bibliographie donnée voir ci-dessus, n. 129.

143 De façon générale, *Registrum*, v, 38 : le *chartularius marinarum* doit être identifié à un chartulaire de la *domus divina* de Marina (Prigent, "La Sicile byzantine, entre papes et empereurs," 207–209 ; sur son sceau, en dernier lieu, Salvatore Cosentino, "A New Evidence of the *oikos ton Marines* : The Seal of Theophylactos (*kourator*)," dans *Hypermachos : Festschrift für Werner Seibt zum 65. Geburtstag*, éd. Christos Stavrakos, Alexandra-Kyriaki Wassiliou et Mesrob K. Krikorian (Wiesbaden : Harrassowitz Verlag, 2008), 23–28). Le cas précis le plus clair est le conflit autour de la succession du patrice Venantius, voir *Registrum*, XI, 25.

fournissent certainement également une main d'œuvre qui abandonne son indépendance juridique, séduite par la protection économique et juridique que leur fournit l'Église. Pour bien évaluer la logique de leur choix, il faut également réaliser qu'appartenir au patrimoine ouvrait d'importantes opportunités de carrière. Ainsi, le marchand *Liberatus*, lorsqu'il se "confia" à Rome, pouvait espérer jouer un rôle dans la commercialisation des productions du patrimoine et sa décision pouvait ainsi découler d'une stratégie délibérée de participation à la gestion des biens pontificaux. Par ailleurs, les colons pouvaient devenir *defensores* de l'Église de Rome¹⁴⁴. Or, ces derniers exercent une grande autorité dans les campagnes et imposent même parfois leur volonté aux évêques locaux¹⁴⁵.

Certaines lettres de Grégoire le Grand évoquent en parallèle le recours à une main d'œuvre indépendante du point de vue juridique, pour laquelle sont mises en place des stratégies de contrôle de type économique. En octobre 594, le pape confirme ainsi au *rector* qu'il doit continuer à accorder des prêts aux *rustici* par l'intermédiaire des *conductores*, les intendants des *massae*. Tout comme avec la question des prêts pour remédier à la pression fiscale, le pontife souligne que cette mesure doit bénéficier en dernière analyse à l'Église afin que *res ecclesiastica non perit*¹⁴⁶. Le danger encouru par les biens d'Église découle des conséquences de prêts contractés à l'extérieur du patrimoine par les *rustici*. Ceux-ci risquent en effet de voir peser sur eux *angaria* et *rerum pretia*. La mention des *rerum pretia* renvoie certainement à l'alignement des délais de remboursement des prêts sur l'année fiscale¹⁴⁷. L'échéance tombe fin août, donc au moment où les prix sont les plus bas. La logique est ainsi parallèle à celle des difficultés rencontrées face aux paiements de l'impôt, évoquées plus haut. À terme, se met en place une spirale de surendettement qui permet le contrôle de la main d'œuvre, selon un mécanisme classique qui a été bien étudié pour les domaines siciliens du début de l'époque moderne¹⁴⁸.

Le premier terme, *angaria*, évoque des "corvées" dues par les *rustici* à leurs créanciers¹⁴⁹. Le danger qui pèse sur les terres de Rome en raison de ces cor-

144 *Registrum*, IX, 129.

145 Pour une présentation synthétique de la fonction et de l'activité des *defensores*, voir Recchia, *Gregorio Magno*, 25 à 41.

146 *Registrum*, V, 7.

147 Zuckerman, *Du village à l'empire*, 184.

148 Marcello Verga, *La Sicilia dei grani: Gestione dei feudi e cultura economica fra Sei e Settecento*, Accademia toscana di scienze e lettere "la Colombaria": Serie Studi 132 (Firenze: L.S. Olschki, 1993)), cette référence est due Sandro Carroci, que nous remercions vivement.

149 Même lecture chez Domenico Vera, "Padroni, contadini, contratti: "realia" del colonato

vées évoque les problèmes rencontrés par l'évêché de Cagliari dont les *rustici* sont attirés sur les terres d'autres propriétaires, laissant les biens d'Église en friche et l'évêque incapable de faire face à ses obligations fiscales¹⁵⁰. Ce mécanisme ne peut s'appliquer aux colons puisqu'un individu soumis à cette condition ne pourrait en aucun cas être amené à travailler en dehors de son domaine de rattachement au détriment de son *dominus* sans avoir au minimum satisfait à l'*onus colonarium*. Demandant à son *defensor* d'intervenir en faveur de l'évêque, Grégoire ne met d'ailleurs pas en avant la condition colonnaire comme arme alors qu'il l'évoque dans bon nombre de cas¹⁵¹. Il apparaît donc clairement que le système de prêt mis en place par le pape vient rivaliser avec celui des autres propriétaires. Son but ultime est d'éviter l'exode de la main d'œuvre, selon un mécanisme que l'on observe clairement en Égypte¹⁵². Le salariat pouvait d'ailleurs y prendre la forme de "consumption loans" ou d'avances sur recettes¹⁵³ et Jairus Banaji souligne que "debt was the essential means by which employers enforced control over the supply of labour, fragmenting the solidarity of workers and 'personalizing' relations between owners and employees."¹⁵⁴

Les prêts dans le cadre fiscal, déjà évoqués, relèvent en dernière analyse de la même logique puisqu'ils visent également à la protection de la main d'œuvre. Les deux systèmes présentent toutefois une différence sans doute significative. Les prêts en faveur des *rustici* gênés pour faire face aux taxes sont apparemment gérés par le *rector* qui s'occupe effectivement des rapports avec l'État et certainement du choix des percepteurs, comme indiqué plus haut. En revanche, les

tardoantico," dans *Terre, proprietari e contadini dell'impero romano dall'affitto agrario al colonato tardoantico*, éd. Elio Lo Cascio (Rome: La Nuova Italia Scientifica, 1997), 218. Le terme renvoie initialement à des corvées de transport, Arnold H.M. Jones, *The Later Roman Empire: A Social, Economic and Administrative Survey* (284–602) (Oxford: Oxford University Press, 1964), 831. C'est probablement dans ce sens qu'il apparaît dans une lettre de Grégoire au tribun d'Otrante Occila dans laquelle le pontife dénonce les *angariae vel oppressiones* que l'ex-tribun Viator infligeait indûment aux résidents, *Registrum*, IX, 206.

150 *Registrum*, IX, 204.

151 Voir les exemples cités plus haut.

152 Voir les pratiques égyptiennes dans Roberta Mazza, *L'archivio degli Apioni: terra, lavoro e proprietà senatoria nell'Egitto tardoantico* (Bari: Edipuglia, 2001), 124–129. Les avances sur salaires avaient pour objectif principal d'immobiliser la main d'œuvre tenue à la restitution intégrale des sommes avancées, au cas où le travailleur stipendié décidait d'offrir ailleurs ses services en cours de saison, un élément également essentiel dans le raisonnement du pontife (Jairus Banaji, *Agrarian Change in Late Antiquity, Gold, Labour, and Aristocratic Dominance* (Oxford: Oxford University Press, 2001), 192).

153 Banaji, 198–199 et 204–205.

154 Banaji, 205.

prêts de la seconde catégorie sont octroyés par les *conductores*. La première catégorie doit concerner les exploitants ayant pris à bail des terres d'Église, ce qui expliquerait qu'ils aient des impôts à payer. En revanche, la seconde catégorie semble plus adaptée aux salariés, car des locataires n'auraient que peu d'intérêt à aller travailler ailleurs et, quoi qu'il en soit, cela n'affecterait pas directement le patrimoine romain s'ils utilisaient pour payer leur loyer un salaire perçu ailleurs. Le double système de prêt semble donc recouvrir deux systèmes d'exploitation concurrents. Bien évidemment, le système du pontife a également une dimension philanthropique, comme le suggère le souci que le calendrier des remboursements soit adapté aux souhaits du *rusticus*¹⁵⁵, mais il n'en reste pas moins que l'endettement joue un rôle essentiel dans le contrôle de la main d'œuvre que ne lie au pape aucune condition juridique spéciale. On finira en évoquant brièvement un dernier moyen de contrôle de la main d'œuvre : la modulation des loyers. Elle n'apparaît explicitement que dans le cadre de la politique religieuse comme incitation à la conversion, notamment des Juifs, mais cet exemple ouvre une fenêtre sur une pratique sans doute plus répandue.

Ainsi, la loi, la force du patronage et la puissance économique entrent concurremment en jeu pour assurer le contrôle d'une main d'œuvre largement diversifiée. Le cas de la main d'œuvre salariée semble toutefois particulièrement important. À cette époque le centre domanial prend le nom de *conduma*¹⁵⁶. Ce dernier terme renvoie clairement à une logique fonctionnelle. Les lettres de Grégoire le Grand indiquent bien que le cheptel (et peut-être les esclaves) est divisé par *condumae*¹⁵⁷ et que c'est à la *conduma* que sont concentrés les instruments aratoires et autres équipements collectifs¹⁵⁸. Mais, originellement, le terme renvoie à un groupe humain, les *condumae*. Il appa-

155 Voir ci-dessus n. 95.

156 Le témoignage le plus clair en ce sens se trouve dans *Registrum*, II, 50 : *ex quibus quadragentis singulae conductoribus singulae condomae dari debent*.

157 *Registrum*, II, 50.

158 *Registrum*, XIV, 14, même si le domaine n'est pas en Sicile. Les infrastructures que la lettre évoque sont sans doute à rapprocher d'un certain nombre d'infrastructures productives du type de celles évoquées dans le texte d'Ulpian, conservé dans le *Digeste*, relatif aux devoirs du propriétaire envers le locataire d'une *conductio* : différentes composantes du pressoir à huile, bassins pour la purification, *vasa olearia*, *dolia* pour le grain et le vin, *trapeutum* (Voir sur ce texte, Bruce W. Frier, "Law, Technology and Social Change: The Equipping of Italian Farm Tenancies," *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte* 96 (1979) : 204–228, avec traduction page 206 et analyse du vocabulaire technique des composantes du pressoir (207–213). Il s'agit à l'évidence d'une exploitation dont l'activité première concerne moins le blé que l'huile). L'église du domaine est également située à la *conduma* puisque, comme on l'a vu, les mariages s'y déroulent.

raît à propos des unités militaires des armées barbares et on le retrouve pour désigner des unités de mobilisation de combattants byzantins dans le Sinaï¹⁵⁹. L'*Anonyme de Plaisance*, auteur d'un récit de pèlerinage composé vers 570, mentionne en outre des *condumae* juives en charge de la commercialisation des biens des communautés qu'elles représentent¹⁶⁰. Selon Jean-Michel Carrié, la *conduma* apparaît comme l'équivalent fonctionnel du *contubernium* militaire¹⁶¹. L'évolution de la signification de ce terme vers celui de centre domanial n'a de sens que si l'on admet que, majoritairement, l'organisation du travail sur les *massae* n'est pas conçue à l'échelle d'exploitations individuelles, mais de l'ensemble foncier, d'où la prise en compte de cette "workforce" qu'est originellement la *conduma*. Le lien avec l'évolution fiscale transparait également ici : si la perception s'opère au niveau de la *massa* et non plus du *fundus*, c'est parce que c'est à cette échelle globale qu'est organisée l'activité économique. Or, cette évolution doit nécessairement recouvrir un équilibre nouveau au sein de la main d'œuvre. Pour qu'elle se mette en place, il a fallu que les colons inamovibles deviennent minoritaires sur les terres des *massae*, certainement au profit des salariés.

Dernier point : si l'on met en relation cette évolution de la main d'œuvre et de son déploiement avec l'affirmation en Sicile à la même époque de l'habitat groupé¹⁶², on ne peut manquer de rapprocher la *conduma* de l'*epoikion* oriental, ce village domanial dont le rôle s'affirme également à la fin de l'Antiquité¹⁶³. De façon significative, la version grecque de la *Vie de Mélanie la Jeune*

159 Walter Goffart, "From Roman Taxation to Medieval Seigneurie: Three Notes 1," *Speculum* 47 (1972) : 177; Zuckerman, *Du village à l'empire*, 150, n. 88.

160 L'auteur mentionne l'existence d'une *condoma* juive affectée au rôle d'intermédiaire commercial avec les zones chrétiennes en Palestine. Ce cas permet d'emblée de détacher le terme d'un sens trop exclusivement militaire (*Ps. Antonini Placentini Itinerarium*, éd. Paulus Geyer, Corpus Christianorum, Series Latina 175 (Turnhout: Brepols, 1965), 8, 133).

161 Carrié, "L'état à la recherche," 52 : (à propos des bucellaires) "ils sont organisés en *contubernia*, ce que l'*Anonyme de Plaisance*, à propos des Pharanites, appelle des *condomae*."

162 Voir ci-dessus, n. 43.

163 Marianne Lewuillon-Blume, "Problèmes de la terre au IV^e siècle après J.-C.," dans *Actes du xv^e congrès international de papyrologie (Bruxelles-Louvain, 29 août–3 septembre 1977)*, éd. Jean Bingen et Georges Nachtergaele, iv Papyrologie documentaire, Papyrologica Bruxellensia 19 (Bruxelles: Turner, 1979), 175 et Banaji, *Agrarian Change*, 174–189, qui considère (page 184) la population de l'*epoikion* comme "a common labour pool." En outre, cette subdivision des domaines serait également à même de définir une *origo*, Lewuillon-Blume, "Problèmes de la terre," 180; Jean-Michel Carrié, "Figures du 'colonat' dans les papyrus d'Égypte : lexique, contextes," dans *Atti del xvii congresso internazionale di papirologia* 111 (Naples: Centro Internazionale per lo Studio dei Papiri Ercolanesi, 1984), 942.

utilise pour le latin *villula*, l'unité de base du domaine sicilien des Valerii, ce même terme d'*epoikion*¹⁶⁴.

Contrôle du sol et des hommes, compétences fiscales et exercice du patronage à grande échelle dotent les recteurs pontificaux d'une puissance de premier ordre au sein de la société sicilienne. On comprend ainsi mieux que le pape doive leur recommander de ne pas écraser de leur superbe les évêques et les nobles de l'île¹⁶⁵. Au terme de l'évolution, à la fin du VII^e siècle, un choix contesté dans la nomination de ce lieutenant du pape provoque, au sein du groupe des *patrimoniales* de Sicile, des remous qui dégénèrent en troubles civils tels que le gouverneur, impuissant, doit déférer l'affaire devant l'empereur¹⁶⁶. Peu de temps auparavant, c'est l'archevêque de Ravenne qui n'arrivait pas à contrôler son propre *rector*, en charge de biens à peu près aussi importants que ceux de Rome¹⁶⁷. Ce poids socio-économique n'est pas sans conséquences politiques et l'on comprend que les empereurs aient réagi au cours du VIII^e siècle, finissant par saisir ces très grands patrimoines ecclésiastiques¹⁶⁸.

3.2 *Les incertitudes de la période islamique*

Le pouvoir exercé sur les exploitants agricoles à la fin de la période islamique apparaît beaucoup moins étroit que ce qui vient d'être décrit, ce qui apparaît logique au vu de ce qui a été dit plus haut de l'évolution fiscale et de la gestion des terroirs agricoles (on aura compris que l'expression même de "grand domaine" est d'utilisation délicate pour la période islamique et normande en raison du second terme de l'expression). Là encore, toutefois, la seule démarche envisageable est régressive.

La seule question que l'on puisse poser avec quelque espoir d'y répondre réside dans l'analyse des différents statuts juridiques qui apparaissent dans les

164 La *Vie* fut composée par le prêtre Gerontius, homme de confiance de Mélanie, après la mort de la sainte en 439, Mariano Rampolla del Tindaro, *Santa Melania Giuniore senatrice romana* (Rome: Tipografia Vaticana, 1905), §18, 53, l. 5. Voir les remarques sur ce point dans Carrié, "Figures du 'colonat'", 942, n. 22.

165 *Registrum*, appendice 1, l. 44–51.

166 *Liber pontificalis*, 85, 4, p. 369: *Hic ultra consuetudinem, abque consensu cleri, ex inmissione malorum hominum, in antipathia ecclesiasticorum, Constantinum, diaconum ecclesiae Syracusane, rectorem in patrimonio Siciliae, constituit, hominem perperum et tergiversum; sed et mappulum ad caballicandum uti licentiam ei concessit. Et non post multum temporis transitum pontificis, seditione super eum horta a civibus et patrimoniales, a iudice provinciae sub arta custodia retrusus, pro eo quod in dissensionem iudicum inveniebatur, sententiae imperiali discutentium direxit.*

167 *Liber pontificalis Ecclesiae Ravennatis*, 111, 414–416.

168 Voir p. 335 et n. 91.

documents de la première période normande. À la fin du XI^e–début du XII^e siècle, une seule catégorie est évoquée : celle des *rijāl* (“hommes”) ou *rijāl al-jarā'id* (“hommes des registres”)¹⁶⁹. Celles qui sont évoquées par la suite pourraient bien n’être qu’une rationalisation *a posteriori* d’évolutions qui se font jour tout au long du XII^e siècle.

Les *rijāl al-jarā'id* sont attestés tout au long de la période normande (de 1095 à 1183) et sont les plus nombreux dans nos documents. Ils ont longtemps été considérés comme l’équivalent de *servi glebae*. Or, l’expression signifie “homme des registres” et sa compréhension suppose que l’on définisse la nature desdits registres. Les *jarā'id*, élaborés et conservés par l’administration centrale, sont des listes fiscales établies aussi bien pour le domaine royal qu’en vue de concessions à des bénéficiaires laïcs ou ecclésiastiques par le souverain. Elles supposent, de manière globale, que les individus énumérés sont considérés comme des propriétaires de leurs biens qui versent l’impôt à l’État ou à ceux qui bénéficient de ses concessions fiscales.

Les *rijāl* peuvent être accusés d’avoir fui, mais leur obligation de résidence semble essentiellement fiscale (même si l’on sait que la dégradation du rapport de force local peut facilement limiter cette subtilité juridique). Ce que l’on a dit des fils et frères et des nouveaux mariés” (*mutazawwijūn* en arabe ou *neogamoi*) suggère une attache fiscale au lieu où l’on est enregistré comme contribuable (ne serait-ce que pour le versement de la taxe de capitation). En outre, la concession éventuelle du revenu fiscal de telle ou telle entité pousse le bénéficiaire à retenir le plus possible les contribuables là où ils sont et la solidarité fiscale joue dans le même sens au niveau local. Aucun acte concernant les paysans arabo-musulmans de l’île ne fait état de corvées seigneuriales et rien ne transparaît pour la période islamique des moyens concrets de contrôle de la main d’œuvre mis en place.

4 Conclusion

Au lendemain de la reconquête byzantine, la substitution d’une *comitiva* des services centraux aux curies dans la gestion du processus fiscal conduisit sans doute à renforcer le rôle du grand domaine dans l’encadrement du territoire et surtout de son exploitation fiscale. Le système, en effet, s’il reposait toujours sur l’intervention des grands *possessores*, s’émancipait des cadres civiques à

169 Pour un développement sur ce point et la bibliographie, Nef, *Conquérir et gouverner*, 492 et sq.

proprement parler et le contrôle des villes sur les campagnes devint sans doute sans cesse davantage une réalité de fait, liée à la domiciliation des élites, plutôt que de droit. Cette évolution ne pouvait d'ailleurs qu'entrer en parfaite résonnance avec celle qui conduisit l'empire à faire de la commune villageoise le pivot de son système fiscal au VIII^e–IX^e siècle. Mais le poids tout particulier du grand domaine dans l'île faisait très certainement de celui-ci, plus qu'ailleurs, le principal instrument de contrôle du territoire à la veille du débarquement des forces aghlabides, ce d'autant plus que l'évolution de son mode d'exploitation renforçait sa cohésion. Il n'en reste pas moins que dès lors la ville pouvait s'effacer sans compromettre la force de l'État.

Un second point essentiel à souligner est l'apparente persistance sur le long terme d'un système fiscal de répartition et ses conséquences politiques et sociales. Ce système permet en effet un niveau d'abstraction supérieur à celui du système de quotité et peut donc survivre avec plus de facilité à la détérioration des structures agraires qui le fonde, puisqu'il ne présuppose pas de vérification aussi régulière de la matière imposable. Il est donc possible qu'il ait survécu, plus ou moins bien selon les régions, à la lente guerre d'usure que constitua la conquête islamique. Dans cette hypothèse, les terres de l'Ouest, rapidement conquises, auraient sans doute été les conservatoires privilégiés des pratiques byzantines. Plus que la norme des pratiques fiscales, la conquête remettrait en cause la capacité de l'État à l'appliquer, d'où une évolution potentiellement favorable aux exploitants dès lors que les péripéties militaires n'affectent pas directement ses terres. En outre, dans un système fiscal apparemment largement monétarisé, l'un des facteurs essentiels d'évolution des rapports de force entre l'État et ses contribuables fut certainement la dévaluation monétaire qui donna naissance en Sicile au *tari* (ou *rubāṭī*), dépourvu de tout antécédent classique, qu'il soit byzantin ou musulman.

À la lumière de ces premières réflexions sur une transition que les documents ne permettent pas de retracer dans le détail, il semble que la grande idée, énoncée pour la première fois par Michele Amari, de la disparition des grands domaines et de la libération des paysans par la domination islamique est à la fois une invention et une formidable intuition. Rien n'indique que l'introduction de principes juridiques et fiscaux nouveaux ait mis fin à la "tyrannie et à l'obscurantisme" byzantins que dénonçait l'auteur. En revanche, la place des terres publiques à la période byzantine, la crise des décennies qui précèdent le débarquement de 827 et l'affaiblissement des cadres épiscopaux semblent avoir joué en faveur des exploitants dans un certain nombre de régions au moins. Quant aux grands domaines, peut-être ont-ils moins disparu qu'ils n'ont changé de nature, leur rôle de structures administratives et fis-

cales ne faisant que se renforcer durant la période de la conquête musulmane au détriment des villes. Cet héritage fut repris par les conquérants latins mais devait disparaître à la fin du XII^e–XIII^e siècle.

L'étude de l'évolution du grand domaine sicilien et de son rôle dans le contrôle des campagnes sur la longue durée confirme donc plusieurs des points clefs mis en lumière dans l'introduction du présent volume. D'un point de vue méthodologique, il ressort clairement que seul le croisement du plus grand nombre de sources (chroniques, monnaies, sceaux, sources juridiques normatives ou traité de jurisprudence, actes publics – conservés en originaux ou au sein d'une compilation –, sources épistolaires documentant la gestion domaniale etc.), associée le cas échéant à une prudente réflexion régressive, permet de compenser la rareté extrême de sources disponibles pour les VIII^e–X^e, siècles et de sortir de l'ornière des généralités. Quant à la démarche comparative, on en attendra moins des confirmations que la mise en évidence, en creux, des spécificités locales et, partant, des éléments sur lesquels concentrer l'enquête.

Que la documentation ait été en elle-même un instrument de contrôle transparaît de façon patente: l'enregistrement des hommes (déclaration d'*origo* ou rattachement fiscal à la communauté paysanne dans les *jarā'id*), des corvées, des redevances et, dans un autre rapport de domination, surimposé, des dettes, est l'outil par excellence de la domination, qu'elle soit politique, économique ou sociale, et bien souvent les trois. En effet, les Etats qui se succèdent en Sicile ont, sauf exception ponctuelle, les moyens de la contrainte; c'est donc sur la délimitation exacte de leurs droits qu'ils concentrent leur attention. Comme en Orient, le bien-fondé de cette domination est discuté, tant d'un point de vue juridique que religieux ou, plus largement, moral (al-Dawūdī, Théophane le Confesseur). Cette domination n'a d'ailleurs pas nécessairement à s'imposer car elle est aussi protection, opportunité économique et mécanisme de régulation des conflits potentiellement bienvenu au sein des communautés relevant d'une même autorité supérieure. Sur l'ensemble de la période prise en considération, le « maître » – sénateur, Eglise, Etat impérial, bénéficiaire d'*iqṭā'* ou bénéficiaire latin – est en effet généralement lointain. Le rôle relai de la ville s'amenuise avec le déclin urbain et la désintégration du réseau épiscopal à la fin de l'époque byzantine, sans que les incidences de sa restructuration et de son renforcement à l'époque islamique soient exactement mesurables. En revanche, il est probable que l'Etat se fasse plus présent. Les hiérarchies internes aux communautés rurales locales s'établissent sans doute dans une large mesure sur la capacité différenciée à accéder au maître, ou à l'Etat, ou à le représenter. Les manifestations architecturales de cette domination demeurent la dimension la moins bien connue pour les périodes

tardo-byzantine et islamique, mais la multiplication des églises et monastères ruraux comme des villages eux-mêmes (s'il faut bien les mettre en relation avec l'essor de la *conduma* comme centre de la *massa*) suggèrent une transformation dont l'étude est encore à approfondir. La forme exacte que revêt cette présence symbolique évolue pour refléter directement celle de la nature des élites; villa d'apparat (le plus souvent inhabitée) des sénateurs, édifices cultuels, bains antiques réaménagés sous la domination islamique, fortifications, etc. Enfin, le lien entre le « grand domaine » ou les circonscriptions fiscales et la structure de l'appareil militaire est tout aussi évident. Pour la période normande, l'utilisation du revenu de l'impôt par son bénéficiaire pour financer sa participation à l'effort militaire vient évidemment à l'esprit, mais le cantonnement des unités d'élite byzantine sur les anciens grands domaines pontificaux l'illustre tout autant, de même que l'établissement de groupes de conquérants dans l'Agrigentin ou la Sicile orientale par les émirs de Palerme.

Bibliographie

Sources primaires

- Agnellus von Ravenna. *Liber Pontificalis*. Édité et traduit par Claudia Nauerth. Münchner Beiträge zur Mediävistik und Renaissance-Forschung 15. Fontes Christiani 21, no. 1. Munich: Arbeo-Gesellschaft, 1996.
- Codex Carolinus*. Édité par W. Gundlach. Monumenta germaniae Historica. Epistolae 111. Epistolae Merovingici et Karolini aevi. Berlin: A. Hiersemann, 1892.
- al-Dāwūdī, Aḥmad b. Naṣr. *Kitāb al-amwāl*. Édité et traduit par Abul Muhsīn Muhammad Sharfuddin. New Dehli: Kitab Bhavan, 1998.
- al-Dāwūdī, Aḥmad b. Naṣr. *Kitāb al-amwāl*. Édité par Riḍā Muḥammad Sālim Shahāda. Beyrouth: Dār al-kutub al-ʿilmiyya, 2008.
- Italia Pontificia. X. Calabria-Insulae. Regesta pontificium Romanorum*. Édite par Paul Fridolin Kehr. Berlin: Weidmann, 1975.
- Le Synekdēmos d'Hiérôklès et l'opuscule géographique de Georges de Chypre*. Édité, introduction, commentaire et cartes par E. Honigsmann. Bruxelles: Institut de philologie et d'histoire orientales et slaves, 1939.
- Leontios presbyteros von Rom, das Leben des Heiligen Gregorios von Agrigent*. Édité et traduit par Albrecht Berger. Berlin: Akademie Verlag, 1994.
- Liber Pontificalis*. Édité par Louis Duchesne. 2 vols. Paris: E. Thorin et E. De Boccard, 1886–1892.
- Pelagius I, *Epistolae*. Édité par Pius M. Gasso et Claudia M. Battle. Montserrat: Abbaye de Montserrat, 1956.

- Ps. Antonini Placentini Itinerarium*. Édité par Paulus Geyer. Corpus Christianorum, Series Latina 175. Turnhout: Brepols, 1965.
- Registrum Epistularum sancti Gregorii Magni*. Édité par Dag Norberg. Corpus Christianorum, Series Latina 140 et 140A. Turnhout: Brepols, 1982.
- Theophanis Chronographia*. Édité par Karl De Boor. 2 vols. Leipzig: Teubner, 1883–1885.
- Titi Livii ab Urbe condita*, Tomus 1, *Libri I–IV*. Édité par R.M. Ogilvie. London: Clarendon Press et Oxford University Press, 1974.
- Vita sancti Gregorii Magni*. Édité par Sabina Tuzzo. Centro di cultura medievale 11. Pise: Scuola normale superiore, 2002.

Sources secondaires

- Abdul Wahab, Hasan H., et Fehrat Dachraoui. "Le régime foncier en Sicile au Moyen Âge (IX^e et X^e siècle)." Dans *Études d'orientalisme dédiées à la mémoire de E. Levi-Provençal*, 401–444. Paris: G.P. Maisonneuve et Larose, 1962.
- Alexander, Paul J. "Les débuts des conquêtes arabes en Sicile et la tradition apocalyptique byzantino-slave." *Bollettino del Centro di Studi filologici e linguistici siciliani* 12 (1973): 5–35.
- Alexander, Paul J. *Religious and Political History and Thought in the Byzantine Empire*. Collected Studies 71. Londres: Variorum, 1978.
- Amara, Allaoua. "Texte méconnu sur deux groupes hérétiques du Maghreb médiéval." *Arabica* 52, no. 3 (2005): 348–372.
- Amari, Michele, éd. *Biblioteca arabo-sicula* (version arabe). Rome/Turin: Ermanno Loescher, 1880–1881.
- Amari, Michele, éd. *Biblioteca arabo-sicula*. Rome/Turin: Ermanno Loescher, 1880–1881.
- Amari, Michele. *Storia dei Musulmani di Sicilia*. Florence: Le Monnier, 2002–2003.
- Andreolli, Bruno. "Le enfiteusi e i livelli del "Breviarium"." Dans *Ricerche e studi sul Breviarium Ecclesiae Ravennatis (codice Bavaro)*, édité par Augusto Vasina, Sylviane Lazard, Giovanni Corini et Antonio Carile, 163–178. Studi Storici 148–149. Rome: Istituto storico italiano per il medioevo, 1985.
- Arcifa, Lucia. "Dinamiche insediative tra tardo antico e altomedioevo in Sicilia: il caso di Milocca." Dans *Paesaggi e insediamenti rurali in Italia meridionale fra Tardo antico e Altomedioevo: Atti del I Seminario sul Tardo Antico e l'altomedioevo in Italia Meridionale, Foggia, 2004*, édité par Giuliano Volpe et Maria Turchiano, 651–665. Bari: Edipuglia, 2005.
- Arcifa, Lucia, Alessandra Bagnera et Annliese Nef. "Archeologia della Sicilia islamica: nuove proposte di riflessione." Dans *Villa 4: histoire et archéologie de l'Occident musulman (VII^e–XV^e siècle)*, édité par Philippe Sénac, 241–274. Toulouse: éditions Méridiennes, 2012.

- Arcifa, Lucia. "Romaioi e Saraceni introno all'827: riflessioni sul tema della frontiera." Dans *La Sicilia del IX secolo tra Bizantini e Musulmani: Atti del IX Convegno di Studi*, édité par Marina Congiu, Simona Modeo et Massimo Arnone, 161–182. Caltanissetta: Salvatore Sciascia Editore, 2013.
- Ardizzzone, Fabiola. "Le produzioni medievali di Agrigento alla luce delle recenti indagini nella Valle dei Templi." Dans *Fornaci: tecnologie e produzione della ceramica in età medievale e moderna: Atti del XLII Convegno internazionale della ceramica Albisola (Savona 29–10 maggio)*, 275–286. Albisola: Centro Ligure per la Storia della Ceramica, 2009.
- Ardizzzone, Fabiola, Rossella Giglio et Elena Pezzini. "Insediamento monastico a Marittimo in contrada 'Case Romane': nuovi dati." Dans *Atti del XV Convegno Internazionale di Archeologia Cristiana (Toledo 2008)*, 1254–1261. Cité du Vatican: Pontificio Istituto di Archeologia Cristiana, 2013.
- Bagnera, Alessandra, et Annliese Nef. "Histoire et archéologie du domaine fatimide: la Sicile et Palerme (début du x^e siècle-milieu du xi^e siècle)." Dans *Šabara Mansūriyya*, édité par Patrice Cressier et Mourad Rammah. Rome: Ecole française de Rome, à paraître.
- Banaji, Jairus. "Lavoratori liberi e residenza coatta: il colonato romano in prospettiva storica." Dans *Terre, proprietari e contadini dell'impero romano dall'affitto agrario al colonato tardoantico*, édité par Elio Lo Cascio, 253–280. Rome: La Nuova Italia Scientifica, 1997.
- Banaji, Jairus. *Agrarian Change in Late Antiquity, Gold, Labour, and Aristocratic Domination*. Oxford: Oxford University Press, 2001.
- Belvedere, Oscar. "Organizzazione fondiaria e insediamenti nella Sicilia di età imperiale." *Corso di cultura sull'Arte Ravennate e Bizantina* 43 (1997): 33–60.
- Brandes, Wolfram. *Finanzverwaltung in Krisenzeiten: Untersuchungen zur byzantinischen Administration im 6.–9. Jahrhundert*. Forschungen zur byzantinischen Rechtsgeschichte 25. Francfort-sur-le-Main: Löwenklau, 2002.
- Bresc, Henri. *Un monde méditerranéen: économie et société en Sicile 1300–1450*. Rome/Palerme: École française de Rome-Accademia si Scienze, Lettere e Arti di Palermo, 1986.
- Bresc, Henri. "Le fief en Sicile: du don gratuit à la structuration de l'État." Dans *Fiefs et féodalité dans l'Europe méridionale (Italie, France du Midi, Péninsule ibérique) du xe au xiii^e siècle: Toulouse et Conques, les 6–8 juillet 1998*, édité par Pierre Bonnassie, 75–92. Toulouse: CNRS – Université Toulouse-le Mirail, 2002.
- Cahen, Claude. "La communauté rurale dans le monde musulman médiéval." Dans *Les communautés rurales*, vol. 3, *Asie et Islam*. Recueils de la Société Jean Bodin XLII, 9–27. Paris: Dessain et Tolra, 1982.
- Carocci, Sandro. "'Metodo regressivo' e possesi collettivi: i 'demani' del Mezzogiorno (sec. XII–XVIII)." Dans *Écritures de l'espace social: mélanges d'histoire médiévale*

- offerts à Monique Bourin*, édité par Didier Boisseuil, Pierre Chastang, Laurent Feller et Joseph Morsel, 541–556. Paris: Publications de la Sorbonne, 2010.
- Carrié, Jean-Michel. "Figures du 'colonat' dans les papyrus d'Égypte: lexique, contextes." Dans *Atti del XVII congresso internazionale di papirologia* 111, 939–948. Naples: Centro Internazionale per lo Studio dei Papiri Ercolanesi, 1984.
- Carrié, Jean-Michel. "L'état à la recherche de nouveaux modes de financement des armées (Rome et Byzance, IV^e–VIII^e siècles)." Dans *The Byzantine and Islamic Near East*, vol. 3, *States, Resources, Armies*, édité par Averil Cameron, 27–60. Studies in Late Antiquity and Early Islam 1. Princeton: Darwin Press, 1996.
- Carrié, Jean-Michel. "Colonato del Basso-Impero: la resistenza del mito." Dans *Terre, proprietari e contadini dell'impero romano dall'affitto agrario al colonato tardoantico*, édité par Elio Lo Cascio, 75–150. Rome: La Nuova Italia Scientifica, 1997.
- Chalmeta, Pedro. "Una obra de 'materia economica': el *Kitāb f'at al-amwāl* de al-Dāwūdī." Dans *Actas del IV Coloquio Hispano-tunecino (Palma de Mallorca, 1979)*, édité par Manuela Marin, 62–78. Madrid: Instituto hispano-arabe de cultura, 1983.
- Cheynet, Jean-Claude, éd. *Le monde byzantin*, vol. 2, *L'empire byzantin, 641–1204*. Paris: Presses universitaires de France, 2006.
- Cosentino, Salvatore. "A New Evidence of the Oikos ton Marines: The Seal of Theophylactos (kourator)." Dans *Hypermachos: Festschrift für Werner Seibt zum 65. Geburtstag*, édité par Christos Stavrakos, Alexandra-Kyriaki Wassiliou et Mesrob K. Krikorian, 23–28. Wiesbaden: Harrassowitz Verlag, 2008.
- Cracco Ruggini, Lellia. "La Sicilia fra Roma e Bisanzio." Dans *Storia della Sicilia*, vol. 3, édité par Rosario Romeo, 1–96. Naples: Storia di Napoli e della Sicilia, 1980.
- Cracco Ruggini, Lellia. "Sicilia, 111/IV secolo: il volto della non-città." *Kokalos* 28–29 (1982–1983): 470–515.
- Cusa, Salvatore. *I diplomi greci ed arabi di Sicilia pubblicati nel testo originale: tradotti ed illustrati da Salvatore Cusa*. Palerme: Stabilimento tipografico Lao, 1868–1882.
- D'Alessandro, Vincenzo. "Dalla 'massa' alla 'masseria,'" prem. éd. 1980, rééd. in Id., *Terra, nobili e borghesi nella Sicilia medievale* (Palerme: Sellerio, 1994), 63–72.
- Dagron, Gilbert. "Entre village et cité: la bourgade rurale des IV^e–VII^e siècles en Orient." *Koikonia* 3 (1979): 29–52.
- Dagron Gilbert, *La romanité chrétienne en Orient: héritages et mutations*. Londres: Variorum Reprints, 1984.
- De Luca, Maria Amalia. "Reperti inediti con iscrizioni in arabo rinvenuti nel sito archeologico di Milena: i sigilli e le monete." Dans *Studi in onore di Umberto Scerrato per il suo settantacinquesimo compleanno*, vol. 1, édités par Maria Vittoria Fontana et Bruno Genito, 231–258. Naples: Università degli studi di Napoli "L'Orientale" et Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente, 2003.
- De Luca, Maria Amalia. "Sicilia aghlabita: nuove testimonianze numismatiche." Dans

- The Third Simone Assemani Symposium on Islamic Coins (Rome, 2011)*, édité par Bruno Callegher et Ariana D'Ottone, 288–309. Trieste: EUT, 2012.
- De Romanis, Federico. "Per una storia del tributo granario africano all'annona della Roma imperiale." Dans *Nourrir les cités de Méditerranée. Antiquités-Temps modernes*, édité par Brigitte Marin et Catherine Virlouvet, 691–738. Paris-Aix-en-Provence/Madrid: Maisonneuve-et-Larose, MMSH, Universidad de Educacion a Distancia, 2004.
- De Simone, Adalgisa. "Ancora sui 'villani' di Sicilia: alcune osservazioni lessicali." *Mélanges de l'École française de Rome: Moyen Âge* 116, no. 1 (2004): 471–500.
- Durliat, Jean. *De la ville antique à la ville byzantine: le problème des subsistances*. Rome: École française de Rome, 1990.
- Facella, Antonino. "Note di toponomastica latina nella Sicilia Orientale: toponimi prediali in -anum, -ana." Dans *Atti delle Quarte Giornate Internazionali di Studi sull'Area Elima (Erice, 1–4 décembre 2000)*, édité par Alessandro Corretti, 437–465. Pise: Scuola normale superiore di Pisa, 2003.
- Frier, Bruce W. "Law, Technology and Social Change: The Equipping of Italian Farm Tenancies." *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte* 96 (1979): 204–228.
- Gascou, Jean. "Les grands domaines, la cité et l'État en Égypte byzantine." *Travaux et Mémoires du Centre d'histoire et de civilisation de Byzance* 9 (1985): 1–90.
- Gascou Jean, *Fiscalité et société en Égypte byzantine*. Bilans de Recherche 4. Paris: ACHCByz, 2008.
- Goffart, Walter. "From Roman Taxation to Medieval Seigneurie: Three Notes 1." *Speculum* 47 (1972): 165–187.
- Goffart, Walter. "Merovingian polyptichs: reflections on two recent publications." *Francia* 9 (1981): 57–77.
- Haldon, John. *Byzantium in the VIIth Century: The Transformation of a Culture*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997.
- Johns, Jeremy. "Sulla condizione dei musulmani di Corleone sotto il dominio normanno nel XII secolo." Dans *Byzantino-Sicula IV: Atti del I Congresso Internazionale di archeologia della Sicilia bizantina*, 275–294. Palerme: Istituto siciliano di studi bizantini e neoellenici, 2002.
- Johns, Jeremy. *Arabic Administration in Norman Sicily: The Royal Dīwān*. Cambridge: Cambridge University Press, 2002.
- Johns, Jeremy. "Una nuova fonte per la geografia e la storia della Sicilia nell'XI secolo: il *Kitāb Ġarā'ib al-funūn wa-mulāḥ al-'uyūn*." *Mélanges de l'École française de Rome: Moyen Âge* 116, no. 1 (2004), 409–449.
- Johns, Jeremy, et Alex Metcalfe. "The Mystery at Chùrchuro: Conspiracy or Incompetence in the Twelfth-Century Sicily." *Bulletin of the School of Oriental and African Studies* 62 (1999): 226–259.

- Jones, Arnold H.M. *The Later Roman Empire: A Social, Economic and Administrative Survey* (284–602). Oxford: Oxford University Press, 1964.
- Jones, Arnold H.M. *The Prosopography of the Later Roman Empire*, vol. 1, AD 260–395. Cambridge: Cambridge University Press, 1971.
- La Sicile à l'époque islamique, *Mélanges de l'École française de Rome: Moyen Âge* 116, no. 1 (2004).
- La Torre, Giovanni Francesco. “Gela sive Philosophianis” (It. Antonini, 88,2): contributo per la storia di un centro interno della Sicilia romana.” *Quaderni dell'Istituto di Archeologia dell'Università di Messina* 9 (1994): 99–139.
- Laurent, Vitalien. *Documents de sigillographie byzantine: la collection Orghidan*. Bibliothèque Byzantine. Documents 1. Paris: P.U.F., 1952.
- Laurent, Vitalien. “Une source peu étudiée de l'histoire de la Sicile au haut Moyen-Âge: La sigillographie byzantine.” Dans *Byzantino-Sicula*, 22–50. Quaderni dell'Istituto Siciliano di Studi Bizantini e Neoellenici 2. Palerme: Istituto Siciliano di Studi Bizantini e Neoellenici, 1966.
- Lefort, Jacques, Cécile Morrisson et Jean-Pierre Sodini, eds. *Les villages dans l'Empire byzantin*. Réalités Byzantines 11. Paris: ACHCByz, 2005.
- Lepelley, Claude. “Déclin ou stabilité de l'agriculture africaine au Bas-Empire? À propos d'une loi d'Honorius.” *Antiquités Africaines* 1 (1967): 135–144, repris dans *Aspects de l'Afrique romaine: les cités, la vie rurale, le christianisme*, 217–232. Studi storici sulla tarda antichità. Bari: Edipuglia, 2001.
- Lewuillon-Blume, Marianne. “Problèmes de la terre au IV^e siècle après J.-C.” Dans *Actes du XV^e congrès international de papyrologie (Bruxelles-Louvain, 29 août–3 septembre 1977)*, édité par Jean Bingen et Georges Nachtergaele, 177–185. IV Papyrologie documentaire. Papyrologica Bruxellensia 19. Bruxelles: Turner, 1979.
- Marazzi, Federico I. “*Patrimonia Sanctae Romanae Ecclesiae*” nel Lazio (secoli IV–X): *Struttura amministrativa e prassi gestionali*. Rome: Istituto Storico per il Medio Evo, 1998.
- Mazza, Roberta. *L'archivio degli Apioni: terra, lavoro e proprietà senatoria nell'Egitto tardoantico*. Bari: Edipuglia, 2001.
- Molinari, Alessandra. “Il popolamento rurale in Sicilia tra V e XIII secolo: alcuni spunti di riflessione.” Dans *La Storia dell'alto medioevo italiano (VI–X secolo) alla luce dell'Archeologia Medievale (Sienne, 1994)*, édité par Riccardo Francovich et Ghislaine Noyé, 361–377. Biblioteca di Archeologia Medievale 11. Florence: All'Insegna del Giglio, 1994.
- Molinari, Alessandra. “Le campagne siciliane tra il periodo bizantino e quello arabo.” Dans *Acculturazione e mutamenti: prospettive nell'archeologia medievale del Mediterraneo. VI Ciclo di Lezioni sulla ricerca applicata in archeologia (Certosa di Pontignano (Si) – Museo di Montelupo (Fi), 1–5 mars 1993)*, édité par Enrica Boldrini et Riccardo Francovich, 223–239. Florence: All'Insegna del Giglio, 1995.

- Molinari, Alessandra. "Paesaggi rurali e formazioni sociali nella Sicilia islamica, normanna e sveva (secoli X–XIII)." *Archeologia medievale* 37 (2010): 229–245.
- Moreau, Daniel. "Les patrimoines de l'Église romaine jusqu'à la mort de Grégoire le Grand: Dépouillement et réflexions préliminaires à une étude sur le rôle temporel des évêques de Rome durant l'Antiquité la plus tardive." *Antiquité tardive* 14 (2006): 79–93.
- Morrisson, Cécile. "La Sicile byzantine: une lueur dans les siècles obscurs." *Quaderni ticinesi di numismatica e antichità classiche* 27 (1998): 307–334.
- Morrisson, Cécile, et Sodini, Jean-Pierre. "The Sixth-Century Economy." Dans *Economic History of Byzantium from the Seventh through the Fifteenth Century*, vol. 1, édité par Angeliki Laiou, 171–220. Dumbarton Oaks Studies 39. Washington D.C.: Dumbarton Oaks Research Library and Collection, 2002.
- Morrisson, Cécile, et Vivien Prigent. "La monetazione in Sicilia nell'età bizantina." Dans *Le zecche italiane fino all'Unità*, édité par Lucia Travaini, 427–434. Rome: Libreria dello Stato, 2011.
- Motta, Daniela. *Percorsi dell'agiografia: società e cultura nella Sicilia tardoantica e bizantina*. Testi e studi di storia antica 4. Catane: Edizione del Prisma, 2003.
- Nef, Annliese. "Conquêtes et reconquêtes médiévales: la Sicile normande est-elle une terre de réduction en servitude généralisée?" Dans *Les formes de la servitude: esclavages et servages de la fin de l'Antiquité au monde moderne (Actes de la table ronde de Nanterre, 12 et 13 décembre 1997)*, *Mélanges de l'École française de Rome: Moyen Âge* 112, no. 2 (2000): 579–607.
- Nef, Annliese. "Géographie religieuse et continuité temporelle dans la Sicile normande (XI^e–XII^e siècles): le cas des évêchés." Dans *À la recherche de légitimités chrétiennes – Représentations de l'espace et du temps dans l'Espagne médiévale (IX^e–XIII^e siècle)* (Madrid, 26–27 avr. 2001), édité par Patrick Henriot, 177–194. Lyon/Madrid: ENS-Casa de Velazquez, 2003.
- Nef, Annliese, et Vivien Prigent. "Per una nuova storia dell'alto medioevo siciliano." *Storica* 35–36, no. 12 (2006) [publié en 2007]: 9–64.
- Nef, Annliese. "La fiscalité islamique en Sicile sous la domination islamique." Dans *La Sicile de Byzance à l'Islam*, édité par Annliese Nef et Vivien Prigent, 131–156. Paris: De Boccard, 2010.
- Nef, Annliese. "Michele Amari ou l'histoire inventée de la Sicile islamique: réflexions sur la *Storia dei Musulmani di Sicilia*." Dans *Maghreb-Italie: des passeurs médiévaux à l'orientalisme moderne (XIII^e–milieu XIX^e siècle)*, édité par Benoît Grévin, 285–306. Rome: Ecole française de Rome, 2010.
- Nef, Annliese. *Conquérir et gouverner la Sicile islamique aux XI^e et XII^e siècles*. Rome: Ecole française de Rome, 2011.
- Nef, Annliese. "Le statut des *dhimmī*-s dans la Sicile aghlabide (827–910)." Dans *The Legal Status of Dhimmī-s in the Islamic West (second/eighth-ninth/fifteenth centuries)*, édité par Maribel Fierro et John Tolan, 112–128. Turnhout: Brepols, 2013.

- Nef, Annliese, et Fabiola Ardizzzone, éd.s. *Les dynamiques de l'islamisation en Méditerranée centrale et en Sicile: nouvelles propositions et découvertes récentes* (Rome/Bari: Edipuglia-École française de Rome, 2014).
- Nichanian, Michael, et Vivien Prigent. "Les stratèges de Sicile: de la naissance du thème au règne de Léon v." *Revue Études Byzantines* 61 (2003): 97–142.
- Noyé, Ghislaine. "Économie et société dans la Calabre byzantine." *Journal des savants* 2 (2000): 209–280.
- Oikonomidès, Nicolas. "Une liste arabe des stratèges byzantins du VII^e siècle et les origines du thème de Sicile." *Rivista di studi bizantini e neoellenici*, n.s., 1 (1964): 121–130.
- Oikonomidès, Nicolas. "De l'impôt de distribution à l'impôt de quotité à propos du premier cadastre byzantin." *Zbornik radova vizantološkog instituta* 26 (1987): 9–19.
- Petralia, Giuseppe. "La 'signoria' nella Sicilia normanna e sveva: verso nuovo scenari?" Dans *La signoria rurale in Italia nel medioevo: Atti del 11 Convegno di studi, Pise, 6–7 novembre 1998*, édité par Cinzio Violante, Maria Luisa et Ceccarelli Lemut, 217–254. Pise: ETS, 2004.
- Pietri Charles, et Luce Pietri, éd.s. *Prosopographie Chrétienne du Bas-Empire: 2, Prosopographie de l'Italie chrétienne, 313–604*, vol. 1. Rome: École française de Rome, 1999.
- Prawer, Joshua. "Palestinian Agriculture and the Crusader Rural System." Dans *Crusader Institutions*, édité par Joshua Prawer, 201–217. Oxford: Oxford University Press, 1980.
- Pricoco, Salvatore. "Un esempio di agiografia regionale: la Sicilia." Dans *Santi e demoni nell'Altomedioevo occidentale (secoli v–xi)* (xxxvi *Settimana di Studio del Centro italiano di Studi sull'Alto Medioevo, Spoleto 7–13 aprile 1988*), 319–380. Spolète: Centro italiano di Studi sull'Alto Medioevo, 1989.
- Prigent, Vivien. "Les empereurs isauriens et la confiscation des patrimoines pontificaux d'Italie du Sud." *Mélanges de l'École française de Rome: Moyen Âge* 116, no. 2 (2004): 557–594.
- Prigent, Vivien. "La carrière du tourmarque Euphémios, Basileus des Romains." Dans *Histoire et culture dans l'Italie byzantine*, édité par André Jacob et al., 279–317. Rome: École française de Rome, 2006. À compléter avec "Pour en finir avec Euphémios, basileus des Romains." *Mélanges de l'École Française de Rome: Moyen Âge* 118, no. 2 (2006): 375–380.
- Prigent, Vivien. "Le rôle des provinces d'Occident dans l'approvisionnement de Constantinople (618–717): témoignages numismatiques et sigillographiques." *Mélanges de l'École française de Rome: Moyen Âge* 118, no. 2 (2006): 269–299.
- Prigent, Vivien. "Topotèrètes de Sicile et de Calabre aux VIII^e–IX^e siècles." *Studies in Byzantine Sigillography* 9 (2006): 145–158.
- Prigent, Vivien. "La Sicile byzantine (VI^e–X^e siècle)." Thèse de doctorat inédite de l'Université Paris-Sorbonne, 2006.
- Prigent, Vivien. "La politique sicilienne de Romain 1^{er} Lécapène." Dans *Guerre et Société*

- au Moyen Âge: Byzance-Occident (VIII^e–XIII^e siècle), édité par Dominique Barthélémy et Jean-Claude Cheynet, 63–84. Paris: ACHCByz, 2010.
- Prigent, Vivien. "La Sicile byzantine, entre papes et empereurs (6^{ème}–8^{ème} siècle)." Dans *Zwischen Ideal und Wirklichkeit: Herrschaft auf Sizilien von der Antike bis zur Frühen Neuzeit*, édité par David Engels et al., 201–230. Wiesbaden: Franz Steiner Verlag, 2010.
- Prigent, Vivien. "Catania." Dans *Le zecche italiane fino all'Unità*, édité par Lucia Travaini, 594–596. Rome: Libreria dello Stato, 2011.
- Prigent, Vivien. "Siracusa." Dans *Le zecche italiane fino all'Unità*, édité par Lucia Travaini, 1152–1154. Rome: Libreria dello Stato, 2011.
- Prigent, Vivien. "Monnaie et circulation monétaire en Sicile du début du VIII^e siècle à l'avènement de la domination musulmane." Dans *L'héritage byzantin en Italie (VIII^e–XII^e siècle)*, vol. 11, *Les cadres juridiques et sociaux et les institutions publiques*, édité par Jean-Marie Martin, Annick Peters-Custot et Vivien Prigent, 455–482. Rome: École française de Rome, 2012.
- Prigent, Vivien. "Le grand domaine sicilien à l'aube du Moyen Âge." Dans *L'héritage byzantin en Italie (VIII^e–XII^e siècle)*, vol. IV, *Habitat et structures agraires*, édité par Jean-Marie Martin, Annick Custot-Peters et Vivien Prigent. Rome: École française de Rome, 2013.
- Prigent, Vivien. "La circulation monétaire en Sicile (VI^e–VII^e siècle)." Dans *The Insular System in the Byzantine Mediterranean (Nicosie 2007)*, édité par Demetrios Michaelides, Philippe Pergola et Enrico Zanini, 139–160. British Archaeological Reports, International series 2523. Oxford: Archaeopress, 2013.
- Prigent, Vivien. "L'évolution du réseau épiscopal sicilien (VIII^e–X^e siècle)." Dans *Les dynamiques de l'islamisation en Méditerranée centrale et en Sicile: nouvelles propositions et découvertes récentes*, édité par Annliese Nef et Fabiola Ardizzzone, 89–102. Rome/Bari: Edipuglia-École française de Rome, 2014.
- Prigent, Vivien. "Un confesseur de mauvaise foi: Théophane et la politique fiscale sicilienne de Léon III." *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* 28 (2014), 279–304.
- Rampolla del Tindaro, Mariano. *Santa Melania Giuniore senatrice romana*. Rome: Tipografia Vaticana, 1905.
- Re, Mario. "Italo-Greek Hagiography." Dans *The Ashgate Research Companion to Byzantine Hagiography*, édité par S. Efthymiadis, 227–258. Farnham: Ashgate, 2011.
- Recchia, Vincenzo. *Gregorio Magno e la società agricola*. Rome: Studium, 1978.
- Rizzo, Roberta. *Papa Gregorio Magno e la nobiltà in Sicilia*. Biblioteca dell'Officina di Studi Medievali 8. Palerme: Officina di Studi medievali, 2008.
- Robinson, Chase F. "Neck-Sealing in Early Islam." *Journal of the Economic and Social History of the Orient* 48, no. 3 (2005): 401–441.
- Ruggini, Lellia. *Economia e società nell'«Italia annonaria»: rapporti fra l'agricoltura e commercio dal IV al VI secolo*. Bari: Edipuglia, 1995.

- Sarris, Peter. "Rehabilitating the Great Estate: Aristocratic Property and Economic Growth in the Late Antique East." Dans *Recent Research on the Late Antique Countryside*, édité par Bowden William, Lavan Luke et Machado Carlos, 55–72. Leiden/Boston: Late Antique Archaeology, 2004.
- Sarris, Peter. *Economy and Society in the Age of Justinian*. Cambridge: Cambridge University Press, 2006.
- Sijpesteijn, Petra. "The Arab Conquest of Egypt and the Beginning of Muslim Rule." Dans *Egypt in the Byzantine World 300–700*, édité par Roger S. Bagnall, 437–459. Cambridge: Cambridge University Press, 2007.
- Steinby, Eva Margareta, éd. *Lexicon Topographicum Urbis Romae*. 6 vols. Rome: Quasar, 1993–2000.
- Tamassia, Ninno. "La novella giustiniana *"De Praetore Siciliae"*: Studio storico e giuridico." Dans *Scritti per il Centenario della nascita di Michele Amari*, 304–331. 2 vols. Palerme: Società siciliana di Storia Patria, 1910.
- Thomas, John P., et Angela Constantinides Hero, eds. *Byzantine Monastic Foundation Documents: A Complete Translation of the Surviving Founders' Typika and Testaments*. Dumbarton Oaks Studies 35. Washington: Dumbarton Oaks Research Library and Collection, 2000.
- Tjäder, Jan-Olof. *Die Nichtliterarischen Lateinischen papyri Italiens aus der Zeit 445–700*. 2 vols. Stockholm: Glerup, 1955–1982 (*Skifter Utgiuna au Svenska Institutet i Rom*, 4°, XIX: 2. *Acta Instituti Romani Regni Sueviae*, series in 4°, XIX: 2).
- Travaini, Lucia, éd. *Le zecche italiane fino all'Unità*. Rome: Libreria dello Stato, 2011.
- Valérian, Dominique, éd. *Islamisation et arabisation de l'Occident musulman médiéval (VIIe–XIIe Siècle)*. Paris: Publications de la Sorbonne, 2011.
- Vera, Domenico. "Aristocrazia romana ed economie provinciali nell'Italia tardoantica: il caso siciliano." *Quaderni catanesi di studi classici e medievali* 10 (1988): 114–172.
- Vera, Domenico. "Forme e funzione della rendita fondiaria nella tarda antichità." Dans *Società romana e impero tardo-antico*, vol. 1, *Istituzioni, ceti, economie*, édité par Andrea Giardina, 367–448. Rome/Bari: Laterza, 1986.
- Vera, Domenico. "Padroni, contadini, contratti: *"realia"* del colonato tardoantico." Dans *Terre, proprietari e contadini dell'impero romano dall'affitto agrario al colonato tardoantico*, édité par Elio Lo Cascio, 185–224. Rome: La Nuova Italia Scientifica, 1997.
- Vera, Domenico. "Sulla (ri)organizzazione agraria dell'Italia meridionale in età imperiale: origine, forme e funzioni della *massa fundorum*." Dans *Terre, proprietari e contadini dell'impero romano dall'affitto agrario al colonato tardoantico*, édité par Elio Lo Cascio, 613–633. Rome: La Nuova Italia Scientifica, 1997.
- Vera, Domenico. "Forme del lavoro rurale: aspetti della trasformazione dell'Europa romana fra tarda antichità e alto medioevo." Dans *Morfologie sociali e culturali in Europa fra tarda antichità e alto medioevo*, 293–342. Settimane di Studi del Centro

- Italiano di Studi sull'Alto Medioevo 45. Spoleto: Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo, 1998.
- Vera, Domenico. "Massa fundorum: forme della grande proprietà e poteri della città in Italia fra Costantino e Gregorio Magno." *Mélanges de l'École française de Rome: Antiquité* 111, no. 22 (1999): 991–1025.
- Vera, Domenico. "Osservazioni economiche sulla vita Sylvestri nel Liber pontificalis." Dans *Consuetudinis Amor: fragments d'histoire romaine (11^e–VI^e siècles) offerts à Jean-Pierre Callu*, édité par François Chausson et Etienne Wolff, 419–430. Rome: L'Erma di Breitschneider, 2003.
- Verga, Marcello. *La Sicilia dei grani: gestione dei feudi e cultura economica fra Sei e Settecento*. Accademia toscana di scienze e lettere "la Colombaria": Serie Studi 132. Firenze: L.S. Olschki, 1993.
- Zuckerman, Constantin. *Du village à l'empire: autour du registre fiscal d'Aphroditô (525/526)*. Travaux et Mémoires du Centre de recherche d'histoire et de civilisation de Byzance, Monographies 16. Paris: AHCByz, 2004.
- Zuckerman, Constantin. "Learning from the Enemy and more: Studies in "Dark Centuries" Byzantium." *Millenium* 1 (2006): 79–135.